

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 Secrétaire de la Rédaction :
Gaston CALMETTE
 Téléphone : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 36 72
 Union Postale. 24 48 96
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Pourquoi j'ai signé

Je suis de ceux qui ont refusé de prendre parti dans l'affaire et qui en ont suivi les phases avec une tristesse croissante. Je n'ai rien signé ni pour Dreyfus, ni pour Picquart, ni pour Mme Henry, ne trouvant pas dans ma conscience de motifs suffisants pour intervenir en faveur des deux premiers et estimant que la pitié due à l'immense malheur d'une femme innocente ne devait pas tourner à l'absolution d'un criminel.

Je m'étais efforcé d'adhérer à la « Ligue de la patrie française », lorsque je pouvais croire qu'elle avait l'apparence pour une œuvre d'apaisement, mais que plusieurs de ses membres les plus autorisés, avaient déclaré qu'ils ne repoussaient pas les tenants de l'antisémitisme et les protestataires contre la Cour de cassation. En recevant « l'Appel à l'Union », j'y ai trouvé la formule claire, franche et complète de ce que je pensais moi-même sur l'horrible désordre qui trouble mon pays et j'ai regardé comme un devoir d'y mettre mon nom.

Car les choses en sont venues à ce point qu'il n'est plus possible de dire : « Je ne m'en mêle pas. » A cette heure, il s'agit de savoir si les efforts des bons citoyens et des esprits libres, qui n'ont pas soulevé cette agitation et qu'aucun intérêt personnel n'y a jetés, parviendront à empêcher la guerre civile et l'envie de la patrie.

Autant que l'on puisse se former une opinion d'après un chaos de renseignements, obscurs et incomplets, l'inclinaison à croire que Dreyfus est coupable ou, tout au moins, qu'il a gravement donné prise sur lui, mais je suis certain que l'instruction de son affaire a été menée avec autant de maladresse que d'acharnement. Je crois que ceux qui l'ont envoyée devant un Conseil de guerre ont fait preuve d'aveuglement et de fanatisme. Je tiens ses premiers juges pour des officiers sans reproche, mais j'estime qu'ils ont pu se tromper, parce qu'ils étaient trompés. Je crois que le colonel Picquart, d'abord encouragé à poursuivre la réparation d'une erreur possible par des chefs qui connaissaient mal leurs subordonnés, a reçu brusquement l'ordre de ne pas aller plus loin, lorsqu'ils ont entrevu la gravité des fautes commises dans leur service. Mais il se peut que, piqué au jeu et entraîné à pratiquer lui-même des moyens d'investigation dont l'usage constant autour de lui avait fini par lui dissimuler le caractère illégal et coupable, il ait voulu faire servir le mensonge à la découverte de la vérité. Je regarde comme parfaitement sincères les ministres successifs qui ont couvert leurs subordonnés, mais l'un d'eux ayant été manifestement trompé, les autres ont pu l'être comme lui et, aucun d'eux n'ayant fourni les preuves de sa conviction, ils ne pouvaient pas la communiquer.

Les incertitudes que j'expose loyalement sont, je crois, partagées par la grande majorité de mes concitoyens. Depuis le jour où ont commencé les polémiques et les interpellations sur « l'affaire », le trouble et l'incertitude sont allés grandissant, parce qu'aucun de ceux qui poussaient ou résistaient à la révision ne restait dans les limites de son droit ou n'allait jusqu'au bout de son devoir ; parce que tous, ne respectant pas les lois ou n'osant pas les appliquer, subordonnaient la recherche de la vérité à leurs partis pris ou à leurs timidités. Une fois de plus on a pu voir que, en matière politique, toute conduite qui n'est pas absolument loyale et courageuse est la pire des maladroites.

Le résultat de ces erreurs était de jeter l'incertitude dans la conscience nationale et de fournir des prétextes d'intervention à tous ceux qui, au dedans ou au dehors, ont intérêt à diminuer la confiance de notre pays dans son armée. La grande majorité du pays éprouvait le besoin de la lumière, mais elle entendait que la cohésion de l'armée et le respect de ses chefs ne fussent pas ébranlés.

Mais déjà « l'affaire » n'était plus seulement « l'affaire ». Elle attirait à elle et s'incorporait tous les éléments de malaise et de division qui travaillaient notre pays. De même que, dans un organisme malade la moindre plaie s'aggrave du virus latent, l'affaire se compliquait de tous les maux qui nous travaillent : conflits de l'autorité et de la liberté, rancunes des vieux partis, envie démocratique, problèmes économiques, etc. Dreyfus était juif et tout l'effort de l'antisémitisme se portait furieusement contre lui, tandis que ses coreligionnaires le défendaient avec une énergie désespérée, sentant bien que tout ce qui se faisait contre lui se faisait contre eux.

Cependant, l'intérêt social, la justice et la loi continuaient à retarder la révision du procès Dreyfus, car ses partisans prétendaient imposer l'initiative au gouvernement, sans produire le « fait nouveau » exigé par la loi. Il se produisit, ce fait nouveau, comme un coup de tonnerre, par la découverte du faux Henry. Dès lors la révision s'imposait et la Cour de cassation était saisie.

J'en appelle à tous les hommes de bonne foi : est-ce que, à ce moment, tous n'attendaient pas d'elle, avec la lumière, la fin du cahemach qui pesait sur la France ? Mais ceux qui craignaient la vérité et ceux qui avaient intérêt à prolonger l'incertitude, ceux qui préféraient l'assouvissement de leurs passions et de leurs haines à l'intérêt de la patrie, ceux que le point d'honneur enfouissait dans le parti pris et ceux qu'exaspéraient les attaques du dehors et du dedans contre

notre armée, tous, après un premier moment de stupeur, se reprenaient et essayaient d'inflammer par avance la sentence légale. Une campagne de calomnie, d'outrage et de suspicion commençait contre la Chambre criminelle. Un à un, tous ceux de ses magistrats qui offraient le moindre prétexte à l'attaque étaient l'objet d'imputations qui tendaient à infirmer d'avance leur jugement.

J'ai lu, hélas ! tout ce qui s'est imprimé à leur sujet et je déclare que je n'y vois rien, absolument rien qui mérite d'être retenu, rien qui permette de croire que ces magistrats ne sont pas tous d'honnêtes gens et ne feront pas leur devoir en conscience. Dans le désarroi universel, tel ou tel a pu manquer de réserve ou de tenue ; aucun ne s'est rendu indigne de juger. Et, si je compare leurs façons d'agir les plus discutées aux indiscutables fautes qui ont été commises par les premiers instructeurs de l'affaire, Dreyfus, combien cette comparaison est à leur avantage !

Les choses en sont là. Sauf les pêcheurs en eau trouble et les fanatiques, chacun reconnaît qu'il faut en finir. Mais les uns et les autres, après avoir essayé de compromettre l'armée, s'efforcent aussi de compromettre la magistrature. Ils veulent ruiner la loi impartiale et désintéressée, parce qu'elle veut rester la loi et ne pas se mettre au service de leurs passions et de leurs intérêts.

Les bons citoyens refusent de prendre parti entre l'armée et la magistrature. Ils voient dans l'armée la sauvegarde de la patrie, l'école des vertus viriles, la confiance dans le présent et l'espérance dans l'avenir, la gardienne de l'honneur français. Tout ce qui l'atteint les blesse et ils s'efforcent de la tenir, comme l'idéal de la patrie, au-dessus de toutes nos querelles.

Is ne veulent pas qu'elle soit présentée comme solidaire d'erreurs individuelles ; ils la mettent en garde contre ceux qui essaient de l'abuser sur les devoirs de l'esprit de corps et de lui faire croire qu'elle est une accusée devant la Cour de cassation.

Ils ont confiance dans un corps judiciaire qui a été universellement respecté jusqu'au jour où il y a eu intérêt à le discréditer. Ils ont l'habitude des querelles politiques pour ne pas savoir que la violence et la mauvaise foi en sont les armes favorites.

Ils désirent, de tout leur amour pour la patrie, que la France cesse d'offrir le spectacle d'une maison d'aliénés. Ils ne veulent pas que le résultat d'un siècle d'efforts pour établir la liberté de conscience et l'égalité des citoyens devant la loi soit détruit par une minorité de fanatiques. Ils croient que les affaires légales doivent être traitées par les moyens légaux. Ils veulent en finir avec tant de dangers et de tristesses. Ils veulent arrêter le flot de boue qui monte sans cesse et salit tout.

Pour cela, ils ne voient qu'un moyen : la recherche légale de la vérité. Ils sont persuadés que l'honneur de l'armée, loin d'être atteint par quelques fautes individuelles, exige que ces fautes soient définies et limitées, afin que le grand corps ne souffre pas d'une solidarité inacceptable. Ils refusent de voir dans une croyance religieuse une cause de mise hors la loi. Ils s'opposent à ce que la plus misérable, la plus dangereuse et la plus égoïste des politiques, celle des entrepreneurs de scandales et des marchands de mauvais papier, domine une affaire d'intérêt général.

Tout ce que je viens de développer, je l'ai vu exprimé en quelques lignes loyales et pleines, ou rien ne manque et on n'est ni de trop, sans équivoque ni réticence, dans « l'Appel à l'Union ». J'ai immédiatement signé cet appel.

Quiconque touche à « l'affaire » se crée par cela même des ennemis ; mais, au point où en sont les choses, dans le danger que court la patrie, il m'a paru que personne n'avait le droit de rester neutre et de préférer son repos à son devoir. Plus que jamais, je crois qu'un pays libre ne subsiste que par le respect de la loi et je me suis rangé de son côté.

J'aurais fait comme tant d'autres, par ma seule signature, si je ne faisais métier d'écrire. Il m'a semblé qu'en exposant les motifs de ma décision, je pouvais être utile, et c'est pour cela que je viens de faire ici mon examen de conscience sur la plus grave question que puisse, à cette heure, se poser un citoyen.

Gustave Larroumet.

Échos

La Température

Une vaste zone de fortes pressions couvre presque entièrement le continent ; un maximum atteint 782 mm sur le Danemark ; néanmoins, sur nos côtes de la Manche et de l'Océan, la mer est très grosse, très agitée ; en outre, on signale de la neige à Belfort et à Besançon. La température s'est encore abaissée dans nos régions du Sud ; à Paris, le thermomètre était à 4° au-dessus de la journée ; on notait 4° au-dessous de zéro à Limoges et 2° à Marseille. Ce temps beau et froid reste probable.

Dans la soirée le thermomètre était à 3° au-dessous, et le baromètre, à 760 mm pendant la nuit, restait à 771 mm dans la nuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 9° ; à midi, 13°. Très beau temps.

DESSAISSEMENT ?

De nombreux écrivains politiques, qui doivent représenter une portion de l'opinion publique, affirment qu'ils seraient très contents et se tiendraient pour satis-

faits si l'arrêt de la Cour de cassation, dans l'affaire de la révision, était prononcé par toutes les Chambres réunies. D'autres vont encore plus loin, et, assimilant la Chambre criminelle à un juge d'instruction qui ne siège pas au tribunal devant lequel il envoie les accusés, ils demandent que cette Chambre soit dessaisie à la fin de son enquête et que l'arrêt soit prononcé par la Chambre civile et la Chambre des requêtes réunies.

A ce prix, ces deux groupes d'écrivains affirment qu'ils consentiront à se tenir tranquilles après l'arrêt. Et cette promesse si la traduisait ainsi : L'opinion accepterait alors l'arrêt de la Cour de cassation.

D'autre part, à la Chambre et au Sénat, des projets de loi ont été présentés dans le but de faire accomplir par la Cour suprême tout entière la besogne réservée à la Chambre criminelle. Et enfin, le gouvernement, c'est-à-dire M. Dupuy, a refusé de se prononcer par avance sur la question et se renferme dans un silence qui cache probablement une grande irrésolution et le désir d'attendre, pour prendre une décision, les résultats de l'enquête ordonnée sur les enquêteurs.

Les gens racontent depuis trois jours les résultats de cette enquête que le garde des sceaux déclare ne pas encore connaître. Depuis trente ans que je fais du journalisme, je n'ai jamais vu inventer avec autant d'effronterie qu'aujourd'hui.

Une loi qui dessaisirait la Chambre criminelle à la défaut d'une loi de circonstance, comme en faisaient les assemblées révolutionnaires. Elle présente le danger autrement grave de se prêter à un conflit entre les deux Chambres. Car si la Chambre adopte le dessaisissement et si le Sénat le refuse, je ne nous vois pas propres.

Mais cette lutte autour de la plus simple de toutes les questions est à la fois si odieuse et si ridicule que le besoin d'en sortir autorise toutes les concessions.

Nous avons déjà dit que nous ne verrions aucune espèce d'inconvénient à ce que la Cour de cassation jugeât toutes les Chambres réunies.

Il ne s'agit que d'examiner des faits, d'évaluer des témoignages, d'apprécier des documents. Tous les conseillers de la Cour de cassation sont, au même titre, aptes à accomplir cette tâche.

Avec la mauvaise foi dont il a été épuisé des provisions colossales, on a divisé les conseillers en dreyfusards et antidreyfusards, comme s'il était possible que des juges eussent pris parti avant de connaître les faits d'une cause.

Nous n'acceptons pas ces catégories. L'enquête, d'ailleurs, a dû être instituée de telle façon, avec une telle conscience et une telle clarté que trente charbonniers puissent en tirer des conclusions aussi bien que trente conseillers. Et il faut que cela soit ainsi, puisqu'en définitive c'est le public qui jugera lui-même cette cause, comme il juge toutes les autres.

Donc, conservez la révision à la Chambre criminelle ou adjointez à la Chambre criminelle les deux autres Chambres ; désqualifiez la Chambre criminelle et faites juger seules les autres Chambres, cela nous est parfaitement égal. Et quel que soit l'arrêt de ces Chambres, séparées ou réunies, nous nous inclinons.

Que tout le monde en fasse autant. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Les Français s'occuperaient-ils davantage de l'« Affaire » que des affaires ? On pourrait le croire à regarder les tableaux du commerce de la France pendant l'année 1898 qui vient de publier le ministère.

Les importations se sont élevées à 4,376 millions, comprenant une augmentation de 420 millions sur l'année 1897 ; — mais les exportations n'ont atteint que 3,503 millions, impliquant une diminution de 95 millions sur l'année dernière. Cette diminution a porté sur toutes nos catégories de marchandises : objets d'alimentation, matières nécessaires à l'industrie, objets fabriqués. Sur ce dernier point, la diminution est de plus de 52 millions. Heureusement que les *colts postaux*, comptés à part, ont fourni une augmentation de 44 millions, qui a fait compensation équivalente.

Cette diminution de nos exportations est d'autant plus fâcheuse qu'il y a aussi diminution dans nos importations de matières nécessaires à l'industrie, pour une valeur de 42 millions en chiffre rond.

Notre marine marchande n'est pas plus brillante.

L'entrée et la sortie du nombre des navires français ont été moindres en 1898 qu'en 1897 ; en revanche, l'entrée et la sortie du nombre des navires étrangers ont été plus élevées, et le tonnage de ces derniers notablement plus important.

A propos de l'attribution des bourses dans les lycées et collèges pour l'année scolaire 1898-99, nous disions hier qu'il serait intéressant de rechercher les noms des hommes célèbres ou simplement connus qui ont commencé par être boursiers et ont dû à la générosité de l'Etat — en même temps qu'à leur intelligence et à leur travail — de devenir quelqu'un ou quelque chose.

Nous avons fait ces recherches à cinquante ans de distance et le *Moniteur* pour l'année scolaire 1848-49 nous a donné dans la liste des boursiers de l'Etat, qu'on appelait les boursiers nationaux, quelques noms fort intéressants.

Le collège Rollin, par exemple, comptait en 1849 deux jeunes élèves à demi-bourse qui ont fait assez bien leur chemin : ils s'appellent Gaston Paris, aujourd'hui membre de l'Académie française, et Emile Campardon, devenu l'émiment chartiste.

Parmi les autres boursiers de ce temps, nous relevons, à côté du jeune Berryer, nous nous souvenons de nos amis : Leroy des Barres, Boutellier, Drapeyron, Moneyrac, Salles, Thuillier, Mariotte, Yveling Rambaud.

Au début de l'année scolaire 1848-49, deux autres noms à signaler : Gaston-Ovide Delanoe, devenu sous-chef de l'état-major général, et Bexon d'Ormescheville, commissaire du 2^e Conseil de guerre à Paris.

INSTANTANÉ

M. TOURGNOL

Le président de la Chambre a annoncé hier qu'il avait reçu une demande en autorisation de poursuites contre un député. Et sans qu'il eût besoin de prononcer aucun mot, tout le monde a compris de suite qu'il s'agissait de M. Tourgnol.

C'est là la gloire, ou ne m'y connais pas ! M. Tourgnol est donc l'honneur du jour. Il n'y a que lui, il n'y a que lui ! Et tout cela pour avoir donné un coup de poing à un journaliste. Qu'on ne après cela la bonté d'âme de la presse, qui rend ainsi le bien pour le mal, et donne la célébrité aux ingrats qui la méconnaissent !

Ce bon M. Tourgnol s'appelle, de ses pré-noms, Jules, Gaucher. Jules n'a rien d'extraordinaire, mais Gaucher est étrange. Il a soixante-six ans. Il est né à Saint-Léonard, dans la Haute-Vienne. Il est membre conseiller municipal de Saint-Léonard. A été professeur d'histoire et de philosophie, puis principal du collège de Baume-les-Dames et du collège de Saintes. Entré pour la première fois à la Chambre aux élections dernières. Il y représente la 2^e circonscription de Limoges.

A bien la physionomie d'un vieux magistrat en retraite. Longue redingote, cravate blanche, une large rosette d'officier de l'instruction publique à la boutonnière. La barbe et les cheveux blancs. L'air très content de lui. Heureux les hommes qui savent se contenter de peu !

Signe particulier : ce membre du Parlement, si peu parlementaire à l'égard des journalistes, a fait lui-même partie de la corporation. Il fut, en effet, fondateur et rédacteur de la *France du Sud-Ouest*. Maintenant, quelle rubrique y rédigeait-il ? Peut-être la boxe, ou la savate...

L'exposition d'Eugène Boudin, à l'Ecole des beaux-arts, a remporté tout le succès que l'on prévoyait.

Les retardataires n'ont plus que peu de jours pour se rendre compte de l'importance de cette œuvre, car l'exposition ferme après-demain dimanche.

L'impôt sur les opérations de Bourse a donné, durant l'année qui vient de s'écouler, un produit de cinq millions et demi, exactement 5,526,000 francs. L'administration de l'enregistrement a fait un travail auquel on peut extraire de curieux renseignements.

Nous constatons, par exemple, que c'est Paris qui a fourni la presque totalité de l'impôt, soit 5,406,000 francs sur 5,526,000 francs. Les 330,000 francs formant la différence sont fournis par l'ensemble des départements autres que la Seine ; mais même la plus grande partie de cette somme provient des quatre départements qui ont une Bourse un peu importante : le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Gironde et le Nord, à cause des Bourses de Lyon, Marseille, Bordeaux et Lille.

Le Rhône a donné 466,000 francs ; les Bouches-du-Rhône, 55,000 ; la Gironde, 27,000, et le Nord 22,000, soit à eux quatre 270,000 francs. Il reste donc une somme de 60,000 francs pour tout le reste du territoire français.

Dix-neuf départements ont donné un produit variant entre 1,000 et 5,000 francs. Tous les autres, à l'exception de deux qui n'ont rien donné, n'ont fourni qu'un produit inférieur à 1,000 francs, et pour un certain nombre même inférieur à 100 francs.

Les deux départements où l'impôt n'a rien produit sont les Basses-Alpes et la Lozère.

L'éclairage du bois de Boulogne. Depuis plusieurs mois M. Bouvard travaillait à un projet d'éclairage, tout au moins partiel, du bois de Boulogne par la lumière électrique.

Ce projet, que l'on espère voir aboutir cette année même, comporte un circuit partant de la porte Maillot, passant devant le chalet du Touring-Club et le pavillon d'Armenonville pour gagner par l'allée des Sablons la porte Dauphine.

De la porte Dauphine il pénètre dans le Bois par la route de Suresnes, contourne le grand lac et revient à la Muette.

Un projet annexe, qui a été momentanément ajourné, comportait l'éclairage total de l'allée des Acacias jusqu'à la Cascade et au pont de Suresnes.

Le premier seul a plus de chances d'entrer en voie d'exécution, et dès cette année, si les concessionnaires du Bois à qui l'on fait appel et le Conseil municipal y mettent de la bonne volonté.

Les frais de premier établissement ne dépasseraient guère une centaine de mille francs, et les frais d'entretien seraient d'un chiffre à peu près égal.

Tout le monde a encore présente à la mémoire la haute personnalité du docteur Gruby, si connu et si apprécié de sa nombreuse clientèle.

La vente de sa volumineuse et importante bibliothèque, ainsi que celle de ses objets mobiliers, tableaux, etc., aura lieu à l'Hôtel des Ventes, les lundi 30, mardi 31 janvier et mercredi 1^{er} février.

Exposition dimanche 29 janvier. Si sera également procédé, le 3 février, à deux heures de relevée, rue Leprieux, n^o 100 — où est situé l'observatoire du Docteur — à la vente de divers instruments d'optique et de physique.

Une cinquantaine de très beaux tableaux, provenant de la collection de notre ami Charles Chincholle, seront vendus lundi prochain, salle n^o 8, à l'hôtel Drouot.

Bénassi, Henri Boutet, Chassériau, Daubigny, Guillemin, Charles Jacque, Bénédict Masson, Poles, Portuise, Théodore Rousseau, Trouillebert, Troyon, Vollon, etc., sont représentés par des toiles qui mériteraient d'être très disputées.

Il y a aussi quantité de dessins originaux et de gravures de Charles Jacque, Manet, Mignard, Millet, Moreau le Jeune, Pradier, Ribot, Félicien Rops, Henry Somm, etc., qui font de cette vente un véritable événement pour les amateurs. L'exposition aura lieu dimanche, de deux à six heures, hôtel Drouot.

La lutte qui avait lieu hier soir aux Folies-Bergère, pour le Tournoi international, entre le Turc Cartandji et l'Aimable de La Calmette, et qui promettait un combat long et acharné, n'a pas duré.

Après quelques feintes rapides et violentes, l'Aimable a empoigné le Turc par une ceinture en avant et en deux temps et un mouvement l'a couché sur le tapis. L'Aimable était vainqueur. Cette victoire lui donne les chances les plus sérieuses pour se classer premier dans le Grand Prix de lutte de la Ville de Paris, pour lequel le Conseil municipal vient d'accorder une médaille d'argent destinée au vainqueur.

L'Aimable, dont les épaules n'ont pas touché depuis quatre ans, était tout vibrant de son succès que les spectateurs ont salué par des acclamations frénétiques.

Ce soir, continuation du Tournoi. Le Turc Cartandji luttera contre le Bulgare Petroff.

Hors Paris

De notre correspondant de Bruxelles : « Monseigneur le duc et Madame la duchesse d'Orléans ont déjeuné aujourd'hui, au palais de la Régence, chez LL. AA. RR. le comte et la comtesse de Flandre. Les autres convives étaient : S. A. R. le prince Albert de Belgique, le duc et la duchesse de Luynes, le vicomte de Bourqueney, la baronne Vandembosche et le lieutenant-colonel Jungbluth.

« Rentrés à l'hôtel de Flandre à trois heures, le duc et la duchesse d'Orléans y ont reçu quelques visites, puis sont montés dans un landau découvert pour aller faire une promenade au bois de la Cambre. »

La succession de l'impératrice Elisabeth d'Autriche fait l'objet actuellement d'actives négociations entre l'ambassade austro-hongroise à Londres, d'une part, et le Foreign Office, le conseiller de la Couronne, le fisco anglais et la direction de la Banque d'Angleterre, d'autre part.

On sait que, dans les premières années de son mariage, l'impératrice Elisabeth avait acquis de nombreuses propriétés dans les alentours de Vienne. Plus tard, elle a liquidé ces propriétés et en a déposé à la Banque d'Angleterre le prix de vente, que sont venues grossir les économies personnelles de la souveraine, assez considérables.

Le fisco anglais prétend aujourd'hui frapper les sommes et valeurs déposées à la Banque d'Angleterre de l'impôt successoral établi au mois de décembre par la Haute Cour ; l'ambassade d'Autriche, par contre, invoque le principe d'exterritorialité.

Le litige en est là.

Nouvelles à la Main

Entre bonnes nouvelles :
 — Êtes-vous content de votre place ?
 — Très contente. Mademoiselle est laide comme les sept péchés capitaux ; alors, quand je l'accompagne à son cours, elle me sert de repoussoir !

A la campagne.
 — Et votre fils, père Dupont, que devient-il à Paris ?
 — Il a été longtemps à se créer une situation ; mais enfin il y a réussi, le gaillard !
 — Que fait-il maintenant ?
 — Il est dans une ligue !

Le Masque de Fer.

JAMAIS !

« Tout le monde en France désire la fin de l'affaire Dreyfus. » C'est une formule courante à la Chambre des députés, dans les salons, dans la rue, dans les journaux. Et — détail d'une incohérence charmante — depuis qu'il est bien avéré que tout le monde désire la fin de l'affaire Dreyfus, la fin de l'affaire Dreyfus se recule de jour en jour davantage. Nous avons actuellement des enquêtes, des contre-enquêtes, des sur-enquêtes ; sans compter une douzaine de procès en train, et les procès et les enquêtes qui naîtront infailliblement de toutes ces enquêtes et de tous ces procès. Car tout procès engendre une enquête, laquelle ouvre lieu à son tour à cinq ou six séances orageuses de la Chambre des députés, qui suscitent un bon mois de polémiques dans la presse, d'où sortent forcément nombre de réunions publiques et de meetings.

Or, rien de cela ne serait explicable si vraiment « tout le monde en France désire la fin de l'affaire Dreyfus ».

Mais c'est précisément le contraire qui me paraît être la vérité.

Personne en France ne désire la fin de l'affaire Dreyfus. Nous nous y sommes habitués peu à peu ; elle est entrée dans nos mœurs. On consulte chaque matin la cote de l'affaire Dreyfus, comme la cote de la Bourse et de la Banque. Il y a des gens qui ont besoin aujourd'hui de causer de l'affaire au moins une heure par jour ; les médecins à la mode en sont arrivés à vous recommander cet exercice.

Le jour où il n'y aurait plus d'affaire Dreyfus, les Français se regarderaient avec ahurissement et ne sauraient plus quoi se dire. Ce serait un abatement général ; la vie n'aurait plus aucune espèce d'intérêt.

Voilà pourquoi tous les Français, par un accord tacite et malgré les apparences, ont décidé que l'affaire Dreyfus ne finirait jamais. Car si tout le monde, comme le bruit en court, était bien résolu à en finir, il est probable qu'on s'y prendrait autrement.

Alfred Capus.

Le démenti du général de Galliffet

Nos lecteurs connaissent le démenti que le général de Galliffet a adressé hier au *Gaulois* au sujet de propos qu'il aurait tenus au cours d'un dîner.

Dans le *Gaulois*, M. de Maizieres, en reproduisant ce démenti si formel, ajoute :

« Je n'étais pas au dîner dont il est question ; je n'ai personnellement pas entendu les paroles que l'on prête au général de Galliffet ; mais, dès que la Chambre criminelle aura été remplacée par une juridiction plus apte à continuer l'enquête commencée — ce qui ne pourrait tarder — je puis affirmer au général de Galliffet que ces témoins viendront donner sur ce point les explications les plus complètes. »

Je n'ai pas à les nommer ; ils se nommeront bien tout seuls, et le nom de l'un d'eux ne sera pas sans apporter quelques surprises. S'il est menti, le général de Galliffet aura tout le loisir de le leur dire.

Le général de Galliffet a décidé de ne pas attendre ce délai et de poursuivre immédiatement le *Gaulois*. Il a écrit au ministre de la guerre pour lui demander l'autorisation.

Au sujet de cette affaire, le *Journal des Débats* publie le texte d'une lettre que le général de Galliffet adressait, en novembre 1898, à M. Paul Viollet, en réponse aux craintes que ce membre de l'Institut lui avait exprimées par écrit au sujet du lieutenant-colonel Picquart, avant la comparaison de ce dernier devant le Conseil de guerre :

A monsieur Paul Viollet, membre de l'Institut.

Monsieur,

Je trouve votre lettre en revenant à Paris. Je ne puis croire qu'un complot mené par Picquart et que j'ai convaincu que les juges du Conseil de guerre agissent avec une loyauté parfaite.

Je n'ai pas hésité à me présenter devant le Conseil d'enquête quand Picquart m'a sollicité. Si je demande de témoigner devant le Conseil, qui le jugera, je n'hésiterai pas davantage.

Je ne puis faire plus, n'ayant pas cessé d'être un soldat brisé de corps et d'âme par la discipline militaire, heureux et fier de cette sujétion, parce qu'elle a toujours maintenu les braves gens dans la voie de l'honneur. Veuillez croire, monsieur, à mes sentiments distingués.

Général GALLIFFET.

Voici une seconde lettre qui prouve que le général de Galliffet, six mois après, observait la même attitude et ne pouvait, par conséquent, tenir aucun des propos qu'on lui a prêtés.

C'est la lettre qu'il écrivait le jour même où parut le décret mettant en réforme le colonel Picquart, à un membre de la famille Picquart, qui demandait au général de Galliffet d'intercéder en faveur de l'officier mis en réforme :

Monsieur,

Hier, j'avais le droit et le devoir de témoigner en faveur d'un officier qui a servi sous mes ordres ; aujourd'hui que m'est connu l'avis exprimé à l'unanimité par les membres du Conseil d'enquête, je n'ai plus qu'un devoir : celui de me taire.

Croyez, etc.

Général GALLIFFET.

APPEL A L'UNION

QUATRIÈME LISTE

MM. Abel Hermaut, homme de lettres

cien de 1^{re} classe, ex-interne des hôpitaux de Paris; René Le Parquier, professeur des études honoraires; A. Duvet, pharmacien de 1^{re} classe; docteur Stober, Pierre Monod, docteur G. Lecomte, lauréat de la Faculté de médecine; A. Decoppet, pasteur de l'Eglise réformée de Paris; Brois, agrégé de l'Université à Rouen; F. Girod, agrégé de l'Université à Rouen; H. Texier, agrégé de l'Université à Rouen.

MM. E. Bernhart, E. Métaire, étudiant en droit; J. Dominguez, licencié en droit; René Darzens, homme de lettres; Charles Fould, avocat à la Cour d'appel de Nancy; G. Bureau, ingénieur; Gaston Mazon, attaché au Musée du Louvre; Charles Vazeilles; A. C. Racine-Braud, pasteur de l'Eglise réformée; Gustave Hubbard, ancien député; L. Brebier, professeur agrégé au lycée de Saint-Quentin; Lucien Sœur, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur au collège de La Fère.

MM. P. B., un lecteur de l'Echo de Paris; G. Jacob; Paul Bernhart; Frédéric Bataille, professeur au lycée Michelet, membre de la Société des gens de lettres; P. Guilherme Larnac, propriétaire; G. Bourgeois, président du conseil de Caen; Charles Salomon, docteur en droit; V. Gignoux, professeur agrégé à Janson-de-Sailly; Etienne Brion; Paul Bosq; A. Radier, publiciste; Tony Kaufmann; S. Halfon, administrateur de la Compagnie générale transatlantique.

MM. A. Delsone, homme de lettres; J. Astruc, architecte voyer de la Ville de Paris; Charles Rivière, artiste peintre; Julien Tiersot, compositeur de musique; Albert Réville, professeur au collège de France; Maurice Rousselot, Henri Cancurte, commissaire en vins; G. Dufour, E. Jeannaire, professeur au lycée du Havre; Ph. Jalabert, professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris; M. Edmond Macqueris; Arthur Lemaitre, vice-consul de Suède et de Norvège, membre du Conseil général du Calvados; Charles Fourgeaud, artiste sculpteur céramiste; A. Charachy, pharmacien de 1^{re} classe; Georges Stahl, violoniste du Conservatoire de Paris; Louis Menecier, rédacteur en chef de l'Éclair de l'Oise; A. Menecier, conseiller municipal, directeur du Progrès de l'Oise; E. Duprat, rédacteur au Progrès de l'Oise; L. Aaron-Caen, ancien avocat à la Cour d'appel; Daniel, propriétaire; Emile Girard, chef d'institution, membre du Conseil supérieur de l'instruction publique; Paul Joanne, Guides Joanne; Georges Salomon, négociant; Ch. Bonnessier, dessinateur géomètre; E. Quivroux, pasteur de l'Eglise réformée; Mme Gustave Lévy-Alvarez; Henri Desmarest, rédacteur au Progrès de l'Oise; G. Camus, photographe.

MM. Arthur Cléry, architecte voyer honoraire de la Ville; Flurer, professeur à la Faculté de droit de Lyon; Camille Oudinot, homme de lettres; F. Gavard, maître plâtrier; Charles Bémont, directeur adjoint à l'Ecole des hautes études; Victor Molnaux, Aimable Cochon, littérateur; Bonn, colonel de cavalerie en retraite; Louis Villette, principal clerc de notaire; Emile Weil, agrégé de l'Université; Marcel Noyer, receveur de l'enregistrement; Paul Calmann Lévy, éditeur.

MM. Worms de Rouilly, avocat à la Cour d'appel; Boissonnade, professeur à l'Université de Poitiers; Georges Lespagnol, agrégé de l'Université; M. Hirsch-Pastor, Eugène Métié, étudiant en médecine; A. Bourdon, ingénieur; Dollfus, ingénieur civil; L. Cochet, ingénieur des arts et manufactures; L. J. Bertrand, rentier; Mlle Alice Bertrand, directrice d'institution; L. Lirrand, pharmacien de 1^{re} classe.

MM. Baur, professeur au lycée de Limoges; Maurice Colrat, avocat à la Cour d'appel; Labourie, Georges Picard, Vaur, Michel Peter, René Peter, Claude Debussy, Adolphe Skrzek, Auguste Salles, professeur à Janson de Sallay; Emile Paul, Léon Sentipal, ancien chef de cabinet au ministère de la Justice; E. Lamare, vicomte et vicomtesse de Dax; André Marchand, Eugène Blot, fondeur-d'écriture; Van Gelder, céramiste; D. Haguenin.

MM. François Benoit, docteur ès lettres, professeur agrégé d'histoire au lycée d'Albi; Albert Waddington, professeur à la Faculté des lettres; P. Brylinski, docteur honoraire de la Faculté des sciences de Montpellier; Combeau, industriel; Amand Brette, publiciste; A. Jacquin, docteur Gilbert Balle, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris; docteur Albert Mathieu, médecin des hôpitaux; A. Brunet, professeur à l'Université de Toulouse; E. Brylinski, industriel; Gustave Favier, conseiller à la Cour d'appel de Montpellier; A. Baquin, avocat à Lille.

MM. Emile Cotte, professeur de philosophie au collège de Romans; Paul Tintin, conducteur des ponts et chaussées à Romans; Théodore Jay, propriétaire à Romans; Dehard Théodore, greffier à Romans; Bouët Elie, professeur de physique au collège de Romans; Georges Rimet, clerc d'avoué, professeur à l'Association polytechnique, à Romans; Hector Genouy, professeur d'anglais au collège de Romans; Couvert François, professeur à l'Ecole pratique de Romans; Paul Rousselot, inspecteur honoraire d'académie; Paul Saillard, Lucien Proust, Alphonse Drap, docteur en droit, docteur Lys, ancien interne des hôpitaux; Jules Marha, professeur à la Sorbonne.

MM. H. Schrader, Camille Marcou, E. Marty, agrégé de l'Université; Gaston Isambert, avocat à la Cour d'appel, lauréat de l'Ecole libre des sciences politiques; Henri Amlo, homme de lettres; Maurice Jambut, Alphonse Ledru, avocat à Versailles, ancien bâtonnier; P. Brocadet, étudiant en médecine; E. Vallé, sénateur de la Marne; Etienne Stry.

MM. Emmanuel Daubrée; Jean Thorel, homme de lettres; J. Crémieux, ancien volontaire de 2^e ligne, armée du Nord; Porchon, professeur au lycée Hoche; Léon Esté, G. Millet, agrégé de l'Université; Loys Bruyère, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique; Adrien Vély, homme de lettres.

M. J. Bézard, agrégé de l'Université; A. Gout, pasteur de l'Eglise réformée de Paris; Louis Bidault, artiste peintre; R. Perraud, E. Sénac, docteur en médecine; Alexis Dorville, professeur à l'Association polytechnique; Emile Trollet, agrégé de l'Université; Henri Ouvre, professeur à l'Université de Bordeaux; Marcel Anyant, étudiant en philosophie.

Un très grand nombre des adhésions envoyées au Comité de l'Appel à l'Union sont accompagnées de lettres qui le félicitent chaleureusement de l'initiative prise par lui. Le Comité remercie ses correspondants et les prie de l'excuser s'il ne peut même leur envoyer un accusé de réception.

LES AFFAIRES EN COURS

On s'était trop pressé d'annoncer que le rapport de M. Mazeau avait été remis au garde des sceaux, et que le Conseil des ministres d'hier matin serait appelé à en délibérer.

Rien de pareil ne s'est produit au Conseil, et M. Charles Dupuy, questionné à cet égard, a son arrivée à la Chambre, démentait que le gouvernement eût pris une résolution quelconque.

— Qui qu'on en ait pu prétendre, a dit le président du Conseil, l'enquête n'est pas encore terminée, et le garde des sceaux n'en connaît nullement les conclusions. Il est plus que probable que la remise du rapport est imminente, mais,

encore une fois, nous ne sommes actuellement saisis de rien...

Un des députés présents a posé alors une question au président du Conseil.

— Le gouvernement donnera-t-il demain son avis à la Commission chargée d'examiner la proposition Rose?

M. Charles Dupuy a répondu:

— Nous attendrons pour exprimer notre avis sur la proposition Rose, ou toute autre analogue, d'avoir connaissance du rapport Mazeau, qui, sans engager en rien le gouvernement, n'en sera pas moins un sérieux élément d'appréciation...

Il est donc permis de conclure que le rapport Mazeau peut avoir des conséquences décisives au point de vue de la marche de l'affaire Dreyfus, et l'on conçoit, dès lors, l'importance qui s'attache aux renseignements qui sont donnés à cet égard.

Ces renseignements sont, jusqu'ici, assez contradictoires. On annonce, d'un côté, ainsi que nous le disions hier, que le rapport conclurait à des mesures disciplinaires contre MM. les conseillers Bard et Dumas, et à un blâme à l'égard de M. le procureur général Manau et de M. le président Loew.

D'autre part, le Courrier du Soir annonce que les conclusions de l'enquête Mazeau, dont il sera donné connaissance au Conseil des ministres de ce matin, seraient beaucoup moins graves qu'on ne l'affirme, mais qu'elles contiennent, néanmoins, certaines critiques à l'égard de MM. Loew, Manau, Bard et Dumas.

Notre confrère ajoute qu'on s'accorde à prévoir, dans des milieux bien informés, que le gouvernement s'autoriserait de ces conclusions pour laisser à la Chambre toute liberté de voter la proposition Rose, qui exclut, comme on sait, la Chambre criminelle de la Cour de cassation de toute participation dans l'arrêt à intervenir sur l'affaire Dreyfus.

On sera très vraisemblablement fixé d'une manière positive à l'issue du Conseil de ce matin.

De nouvelles dépositions ont été recueillies par la Chambre criminelle. Ce sont celles de M. Bruyère, du général Guérrier et des capitaines Bonne et La Ronde.

Dans son audience d'hier, la Chambre criminelle a continué à procéder au dépouillement du dossier secret militaire, en présence du capitaine Guignot, de M. Monnard et du procureur général Manau.

Le commandant Esterhazy doit, paraît-il, continuer aujourd'hui sa déposition. Il est, en tout cas, certain qu'il n'a pas quitté Paris.

On trouvera plus loin, sous la signature autorisée de notre collaborateur Albert Bataille, des renseignements circonstanciés sur les éventualités qui peuvent se produire aujourd'hui au procès Henry-Roinach.

Le Conseil des ministres a eu à s'occuper hier de certaines questions accessoires que soulève ce procès, notamment de la ligne de conduite que devraient suivre les fonctionnaires ou militaires cités comme témoins.

Il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu pour ces témoins de déroger à la règle du secret professionnel, le gouvernement estimant qu'il ne s'agit ici que d'un différend entre particuliers.

Nous avons relaté, en son temps, l'incident soulevé par M. Georges Berry qui avait raconté qu'un garçon de Potel et Chabot avait vu M. Trarieux dîner chez M. Thévenet, en compagnie de MM. les conseillers Bard et Athalin.

Ce récit, démenti quant il se produisit, par M. Trarieux, n'eut plus aucune suite.

M. Trarieux vient d'écrire une lettre à M. le premier président Mazeau, dans laquelle il exprime le désir que cet incident ne soit pas clos sans qu'on en tire la moralité. M. Trarieux demande, en conséquence, à être entendu par la Commission d'enquête qui « pourra, par là, juger » une fois de plus les tristes moyens mis en usage pour jeter le soupçon sur « l'œuvre de la justice, en calomniant » d'honorables magistrats.

G. Davenay.

Grains de bon sens

Il y a longtemps que nous n'avons parlé de nos amis les placiers en vins de Bordeaux. Leurs trucs sont aussi nombreux que les sables de la grève, et ils témoignent chez ceux qui les ont inventés, et qui les renouvellent sans cesse, d'une fertilité d'esprit inépuisable, d'une merveilleuse ingéniosité.

Il paraît qu'il existe une bien amusante variété du placier en vins: c'est le placier en vins qui opère à bord des paquebots.

La personne qui me donne ces détails l'a vu fonctionner. Elle a été, comme tous les autres passagers, roulée par lui, et elle ne lui en garde pas rancune. Elle n'a pu se tenir, au contraire, d'admirer la sûreté et la prestesse de son doigté. Le placier en vins pour paquebots est tout à la fois un psychologue très avisé et un excellent comédien.

Il est toujours, à bord, d'une tenue irréprochable; il porte beau et son langage est des plus fleuris. C'est sa famille qui l'a embarqué malgré lui. Elle était fatiguée de ses folles dépenses, et l'a envoyé dans les pays exotiques, confiante dans le proverbe qui veut que les voyages forment la jeunesse. A table, il parle, avec une faconde inépuisable, théâtre, sport, Bourse, monde, politique même, mais avec précaution, d'un ton de blague aimable. Inutile de vous dire qu'au bout de huit jours il est l'homme indispensable: sans lui, point de gaieté!

Vous savez qu'à bord on se fatigue assez vite de la cuisine du paquebot, qui est d'ordinaire compliquée, ingénieuse et savante, mais fâcheuse à l'estomac. Aussi les plaintes sont-elles souvent très vives.

Notre homme se fait alors le porte-parole de tous les passagers: il parle haut, avec force grands gestes, et de terribles éclats de voix. Il malmené tout le personnel et menace de faire intervenir son ami Percire. Le nom change selon les Compagnies.

Et quel vin sert-on sur la table? On n'a pas honte d'empoisonner d'honnêtes gens, que l'on oblige à boire cette abominable mixture!

Il a, lui, un beau-frère qui possède de beaux vignobles. C'est ça, du vin! Voilà ce qu'il appelle du vin! Ah! si son beau-frère consentait à en vendre... Mais non! Il le garde pour sa cave et pour celle de quelques amis. C'est ce vin qu'il regrette en quittant la France.

L'un des passagers ne manque pas de se couler près de lui et de lui dire tout bas, à l'oreille:

— Est-ce que je ne pourrais pas avoir du vin de votre beau-frère?

Il se la fait tirer longuement; il cède enfin:

— C'est bien pour vous, pour vous seul! Mais n'en dites rien! Gardez-moi le secret.

Le lendemain, c'est le tour d'un autre, puis d'un troisième... Il prend toutes les commandes, et le tour est fait.

La Compagnie même, dont il devient la bête noire, lui en prend, pour l'engager à se taire.

Quand il est brûlé sur une ligne, il pique sur une autre. Son vin, d'ailleurs, n'est ni plus mauvais ni plus cher que celui des camarades.

Que de talents divers il faut pour être bon placier en vins!

Francisque Sarcos.

LA JOURNÉE

Vendredi 27 janvier

Sports: Assauts annuels de la salle Mimia-gue-Roulet (9 h. 1/2, 3 h. 1/2, Grand-Hôtel) et de la salle Côté (8 h. 1/2, Eldorado).

Conseil des ministres, à l'Elysée.

Le Parlement: Au Sénat, projets relatifs aux vins et à l'application du tarif minimum aux produits italiens (8 h.). — A la Chambre, interpellations de M. Bernard, sur les procédés électoraux dans la Gironde; de M. Poulin, sur les mauvais traitements dans l'armée; de M. Gallot, sur les conserves alimentaires, etc. (3 h.).

L'incident Tourgnol-Pollonais: Réunion du Syndicat de la presse parisienne.

Tirage au sort: Cinqième arrondissement (à la mairie, 1 h.). — Le même jour, à Levallois.

Le Palais: Affaire Henry-Roinach (4 h.). Cour d'assises. Procès Varinard (voies de fait sur la personne de l'expert par M. Baillet et autres, 4^e Chambre).

Les congrès de la Saint-Charles: Sortie des lycées et collèges après la classe du soir (rentrée dimanche soir).

Conférences: M. Bobichon, administrateur colonial, sous les auspices de la Société des élèves de l'Ecole coloniale: « Occupation de l'Oubanghi, service des transports, passage de la mission Marchand, de l'Oubanghi sur le Nil » (8 h. 1/2 du soir, 2^e avenue de l'Observatoire). — M. Tridon, délégué de Tunisie: « Etude du Protectorat tunisien » (8 h. 1/2 du soir, Sorbonne). — M. Victor du Bled: « La Cour de Louis XVI » (2 h. 1/2, avenue Hoche, 9).

Les églises: Installation de M. l'abbé Sicard à la cure de Saint-Médard (2 h.). — Grandes réunions (à 9 h. du matin et 8 h. du soir) à Saint-Roch, de l'Œuvre de Saint-François de Sales. Messe dans le rit grec pour l'Œuvre de l'orient, Mgr Doumaï, et sermon par le R. P. Bourgeois (9 h., Madeleine).

Le Monde et la Ville

SALONS

— Brillante matinée, hier, chez le docteur et Mme Nevada-Palmer, en l'honneur du landgrave de Hesse et de sa consigne, la duchesse Paul de Mecklenbourg-Schwerin. La maîtresse de maison s'est fait entendre avec un succès d'enthousiasme dans les nouvelles mélodies du comte de Fontenailles et de M. H. Bemberg. Mignon, l'adorable fille de Mme Nevada, a ému tout le monde en chantant l'ave Maria, de Schubert, accompagnée par la harpe de Mlle Jourdain. M. de Fontenailles, Mlle d'Adier, MM. Hardy-Thé et Picomand, ont été également très applaudis. Parmi les invités:

L'ambassadeur d'Italie et la comtesse Tornielli, lady de Grey, marquise et marquis de Castrone, baronne et Mlle de Flotow, baron de Flotow, et lady Parka, M. et Mme de Hagerman, Baron Imbert de Saint-Amand, Mme Madeleine Lemaire avec sa fille, M. et Mme Benjamin-Constant, Mme Bemberg, M. et Mme Gardner, M. Van Braam, etc.

Soirée intime, hier, chez M. et Mme Henry Japy de Beaucourt, dans leurs élégants salons de l'Ecole coloniale, où l'on a beaucoup applaudi MM. Alfred et J. Cottin dont le talent est si apprécié.

On s'est séparé après une petite sauterie pleine d'entrain.

M. et Mme Guyon ont donné hier un dîner dont les convives étaient:

M. et Mme de Mille de Rocreux, M. et Mme Charles Faure-Biguet, M. et Mme E. Vell; M. Firminhae et ses nièces, Mlle Landouilly, M. Hippolyte Fournier, MM. Jullien, Duchanoy, J. Allard, Sirey, etc.

Après le dîner, on a applaudi M. Vauvel dans son répertoire.

Soirée musicale intime, hier, chez la princesse d'Essling, pour l'audition de MM. Jean Lasdine, violoniste, lauréat du Conservatoire de Saint-Petersbourg, et Jacques Pintel, pianiste, lauréat du Conservatoire de Paris, qui ont interprété tout à fait remarquablement quelques-uns des principaux morceaux de Tschalkowsky, Galkine, Karletz, Saint-Saëns, Chopin.

Les deux jeunes artistes ont été chaudement félicités par les invités, parmi lesquels on remarquait: comtesse Branicka, princesse Strozzi, marquise de Breuille, générale Bataille, marquise de Modène, marquis de Breuille, comte de Gontaut-Biron, Haas, etc.

Matinée musicale exquise, avant-hier, chez la comtesse de La Morlière, dans son joli hôtel de la rue Boissière. Au programme: des œuvres de Grieg, Saint-Saëns, Liszt et de Mme Ferrari, interprétées avec une merveille par Mlle Gillart, Kierdewsky, Mauvray, et M. Chanoine-Davranche. Mme Ferrari, après avoir accompagné ses œuvres, a joué plusieurs de ses compositions pour piano. Le grand succès de ces artistes a été partagé par Depas, dans des monologues et des imitations de nos principaux artistes.

Dans l'élégante assistance, on remarquait S. Exc. le nonce apostolique, qui était accompagné de Mgr Montagny.

Mlle Ségélas, fille d'Anais Ségélas, a donné avant-hier une brillante matinée dans ses salons du boulevard des Capucines. Mme Sciwaneck a été très applaudie dans plusieurs œuvres de Mme Péroton qui a elle-même chanté plusieurs de ses compositions.

Au programme encore: Les Deux Amoureux, le charmant petit acte d'Anais Ségélas, représenté autrefois à la Porte-Saint-Martin. Gros succès pour les interprètes, tous parfaits: M. Georges Voinin, René Desgranges, Albert Maria; Mlle Bertie Ségélas et Marguerite Grégoire.

Avant-hier a eu lieu, dans les salons de Mme Canuet, une brillante réception au cours de laquelle on a joué les Contes de la reine de Navarre, la belle comédie en cinq actes, de Scire et Legouvé, interprétée par des amateurs mondains qui ont été très remarquables. On a applaudi notamment Mlle Fould-Stirbey, exquise dans le rôle de Marguerite.

On dansera demain chez Mlle Marchand.

Dimanche prochain, matinée suivie d'un dîner par petites tables et d'un cotillon chez

Mlle Durieu, dans ses salons de la rue Saint-Simon.

L'ambassadeur de France et la comtesse de Montebello ont donné hier un dîner, à Saint-Petersbourg, en l'honneur de l'ambassadeur d'Angleterre et de lady Charles Stuart Scott. Au nombre des invités: le comte Mouraviev.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

C'est ce soir qu'aura lieu, à l'Hôtel Continental, le banquet donné par la colonie allemande pour fêter l'anniversaire de l'empereur Guillaume II.

A l'occasion de cet événement, sont arrivés à Berlin:

Le roi de Saxe, le grand-duc et la grande-duchesse de Bade, les grands-ducs de Hesse, de Saxe-Weimar, d'Odenbourg, de Mecklenbourg-Schwerin; les ducs de Saxe-Cobourg, de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz, de Roumanie, le prince de Hohenzollern.

Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Maurice:

Lady Fitzgerald, lady Grove, les capitaines Clifton, Brown et Moutenay Jephson, Mme Stoddard Douglas.

Le prince et la princesse de la Moskowa sont arrivés à Rome pour rester auprès de leur beau-père et père, le prince Charles Bonaparte, dont l'état de santé est toujours très inquiétant.

CERCLES

Le samedi 4 février aura lieu le grand bal du Cercle national de terre et de mer donné dans les salons de l'hôtel de l'avenue de l'Opéra.

Les portes du Cercle seront ouvertes à dix heures. La grande tenue, ou la tenue de soirée, avec cravate blanche, est de rigueur.

Le « New Gardénia », société philanthropique qui vient de se réorganiser, a donné hier sa première fête dans les salons de l'hôtel des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche.

MARIAGES

Jeudi prochain on célébrera, à Saint-Pierre de Maillois, le mariage de M. Henri Saint-Marc Girardin, fils de Mme Saint-Marc Girardin et petit-fils de Mme Guéneau de Mussy, avec Mlle Louise Dubreuil, fille de M. et Mme Alfred Dubreuil.

A l'église Saint-François-de-Sales a été béni, hier, le mariage de M. Eugène Bourgeois, lieutenant au 115^e régiment d'infanterie, avec Mlle Suzanne Fessart. Les témoins du marié étaient: le colonel Cardot, commandant le 115^e régiment d'infanterie, et M. Charles Chérel, avocat à la Cour d'appel, son frère; ceux de la mariée: M. Léon de Laquey, adjoint au maire du seizième arrondissement, et M. Caron, son oncle.

On a béni, avant-hier, à Notre-Dame des Champs, le mariage de M. Jules Joive (Jean Joie), notre confrère, avec Mlle Angèle Taillon, belle-fille de M. Marc Gaila. Les témoins étaient, pour le marié: le baron Textor de Ravisi, ancien gouverneur aux Indes, et M. Léveillé, professeur à l'Ecole de droit; pour la mariée: M. Jules Lequin, receveur des contributions, son oncle, et le docteur Darier.

Mardi dernier, a été célébré, en l'église Notre-Dame, de Reims, le mariage de M. Maurice Gouyrou, fils du doyen de la Faculté de droit d'Angers, avec Mlle Mathilde Beaulieu. Beaucoup d'amis, venus de divers points de la Bretagne et de l'Anjou, assistaient à la cérémonie, avec l'élite de la société renaissable.

On a célébré, au Havre, le mariage de M. Loby avec Mlle Marais, fille du maire du Havre. Les témoins du marié étaient: MM. Chérif, adjoint au maire, et le docteur H. Maze; ceux de la mariée: MM. Eugène Marais, son frère, et Denis Guibert, conseiller général.

CHATEAUX

Le marquis et la marquise de Panat ont donné une brillante réception dans leur hôtel de l'Isle-Jourdain (Gers), dont les salons sont une pure merveille de richesse et de bon goût.

Trois pièces au programme: Jean-Marie, d'A. Theuriet, avec Mlle H. de Frayssier, le mariage de Panat et M. Rossignol. Les suites d'un amour, de P. de Labiche, avec Mlle H. de Pannebeuf, H. et B. de Frayssier; M. L. de Malefette, le marquis de Panat et M. de Boyer. La joie fait peur, de Mme de Girardin, avec Mlle H. de Pannebeuf, G. et O. de Castelbajac; MM. A. Praviel, de Boyer et Rossignol. Les interprètes se sont surpassés. Parmi les invités:

Comte et comtesse de Pannebeuf, marquis et marquise de Castelbajac, marquis et marquise de Mlle Y. de Frayssier, M. et Mme Marville; baronne et Mlle de Lartigue, baronne et Mlle d'Albis de Kazenguez, Mme et Mlle Vieira, M. et Mme d'Esquieu, M. et Mme de Brives, comte de Puylguy, comte de Brettes-Thé, M. de Marville, J. de Malefette, Giral, de Subra, Vignerot, les lieutenants de Castelbajac, d'Arliste, Camors, du Bie, Mary, etc.

Un cotillon, mené avec entrain par la charmante maîtresse de maison et M. L. de Malefette, et un excellent souper ont clôturé cette charmante réunion.

DEUIL

Hier à Notre-Dame de Lorette, au milieu d'une assistance nombreuse autant qu'émue, ont été célébrés les obsèques de Mlle Céline Cadot, si tragiquement enlevée à l'affection des siens, à la suite d'un accident qui a plongé sa famille dans le deuil.

De tous côtés, même de la part d'amis inconnus, on avait envoyé une profusion de fleurs sur le cercueil de cette charmante jeune fille, dont la plus grande joie était de prêter aux œuvres de bienfaisance et de charité le concours de sa voix ravissante.

Le comte Julien de La Borderie, ancien zouave pontifical, est mort subitement à Poitiers, à l'âge de 50 ans. De son mariage avec Mlle Marguerite de Ferré de Pérour, il laisse un fils unique, François.

Cette mort met en deuil les familles de La Borderie, de Ferré de Pérour, de Lauzon, de Tisseul, de Lamiré, de Montauriol, de Rodelle du Porzie, de Salvat, de Lauge, de Bagnac, de Clock, etc.

Les obsèques auront lieu demain dans l'église de Lestères (Charente), commune dont le défunt était maire.

Nous apprenons la mort: — De la vicomtesse Eusèbe de Brémont d'Ars, née Mongis, décédée à l'âge de 65 ans. La défunte était la mère du comte Guy de Brémont d'Ars, du vicomte Jean de Brémont d'Ars, lieutenant au 4^e cuirassiers, et la belle-mère du marquis Le Chartier de Sédout et de M. Henri Le Caruyer de Beauvais; — De M. Pierre Le Dieu, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, ancien vice-président de la Société botanique la France, décédé à l'âge de 64 ans; — De M. Frégé, conseiller d'arrondissement, ancien adjoint au maire de Rochefort, décédé à l'âge de 63 ans; — De M. Bérgeasse Laxroulle, juge de paix à Foix, conseiller général et président de la Commission départementale de l'Ariège, décédé à l'âge de 78 ans. Ce fervent chrétien, dont la charité était inépuisable, était le beau-frère du général de Chomereau de Saint-André.

De Mme veuve Richardin, née Pinot, décédée à Vaucouleurs (Meuse) à l'âge de 79 ans; — De M. Charles Mas, ancien président du Tribunal de commerce de Lille, censeur de la succursale de la Banque de France, décédé à Lille à l'âge de 60 ans; — De M. Poinel, notaire à Couloiray-Boisbénard, décédé à l'âge de 38 ans; — De M. Marcantoni, capitaine d'infanterie de marine, décédé à l'âge de 45 ans; — De M. Goussier, vice-président des colonies, décédé à l'hôpital d'Amélie-Bains.

Dimanche prochain, à quatre heures du soir, aura lieu, au temple de la rue de la Victoire, la cérémonie annuelle de la Bienfaisance israélite pour le repos de l'âme de ses sociétaires défunts.

Ferrari.

A l'Etranger

Un nouveau succès du Centre catholique en Allemagne

Le Parlement allemand vient, pour la seconde fois, d'abolir, par un vote précédé de débats très intéressants, les dispositions légales qui interdisaient le séjour des Jésuites sur le territoire de l'Empire. C'était à peu près le dernier vestige des fameuses lois du Kulturkampf, auxquelles M. Falk attacha jadis son nom.

Il est vrai qu'il y a deux ans, le Reichstag émit un vote de même nature et que ce vote est resté cependant lettre morte. Mais, d'une part, les circonstances au milieu desquelles la résolution d'aujourd'hui a été prise par la majorité du Parlement impérial, sont très différentes de celles qui existaient en 1897; et, d'un autre côté, le Conseil fédéral, qui a dédaigné de prendre le premier vote en considération, ne pourra pas user du même procédé pour le second.

En effet, contrairement à ce qui existait en 1897, le centre catholique est en possession d'une influence politique, non pas latente, mais active. Nous avons fait remarquer que l'un de ses membres, M. de Ballestrem, avait été élu président. De plus, dans les réceptions officielles, où les représentants de ce parti ont été par ce fait appelés à prendre part, Guillaume II leur a témoigné une courtoisie et une bienveillance particulières. Enfin, le vote qui vient d'être acquis a été précédé de négociations très patientes, qui avaient pour objet d'en assurer la sanction.

Reste la résistance du Conseil fédéral. Celui-ci est incontestablement encore imbu de l'esprit de M. de Bismarck, qui, par certains points, se rapprochait plus qu'on ne le pense de celui de nos Bousingots de 1830, ou de nos radicaux d'aujourd

NOTES D'UN PARISIEN

On a raison de dire qu'en toutes choses, c'est Paris qui fait la mode. Je parlais l'autre jour de cette création en musique qui a mis un peu de gaieté sous les arbres, plutôt mélancoliques, du Père-Lachaise. La province n'a pas voulu être en reste avec Paris, et on envoie d'une petite commune du département de la Sarthe le récit d'un enterrement qui n'a vraiment pas manqué d'originalité.

Un vieux brave homme, le père Gervais, qui, toute sa vie, leva glorieusement le coude, avait fini par succomber au champ d'honneur, j'oserai même dire au « chand » de vins. Il était mort, en effet, en plein cabaret, le verre en main, au milieu d'intéressés buveurs comme lui. Il fallut l'enterrer. Il n'est si bonne société qui ne se quitte. Avant de mourir, le père Gervais avait exprimé une dernière volonté qui a été scrupuleusement observée. Selon son désir, le cortège s'est arrêté un peu avant d'entrer au cimetière, et là, tous les assistants ont rendu au défunt des honneurs d'une espèce particulière.

Le cercueil a été placé sur deux chaises. On a disposé sur le drap mortuaire plusieurs rangées de petits verres remplis de liqueurs variées. Et les parents, les amis, les invités, ainsi que les croque-morts, ont bu et trinqué à la mémoire du défunt. Après quoi, chacun ayant ainsi offert sa « tournée », le cortège est entré au cimetière où le père Gervais a été pieusement mis en terre. Ainsi compris, les enterrements finissent par devenir très acceptables, et ce dernier coup de l'étré adoucit les rigueurs de la sépulture. Un orateur du cru a prononcé quelques paroles émus sur la tombe du père Gervais. Il a salué en lui un vrai disciple de Bacchus. Il y a lieu de croire, à la façon, nullement macabre, dont il entendait le mot « bière », que c'était aussi un disciple de Gambrius...

E.

REVUE DES JOURNAUX

La succession d'Adolphe d'Ennery, évaluée à douze millions environ, donnera sans doute lieu à de gros procès. On assure, en effet, que les dispositions testamentaires récentes — elles remonteraient à un mois environ — modifient les prévisions premières et instituent comme légataire universelle la fille du défunt, Mme Leroux. Les parents du romancier, si le fait se confirme, semblent résolus à intenter un procès qui soulèvera quelque émotion. L'un d'eux, M. Pierre Decourcelle, neveu de M. d'Ennery, a fait part de ses sentiments à un rédacteur du Temps :

— Il n'y a pas, a-t-il dit, de drame plus poignant dans l'œuvre du grand écrivain qui vient de disparaître que celui de ses derniers jours.

Peu de temps après la mort de ma tante, Mme d'Ennery, je me rendis à l'hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, et j'assistai là au plus lamentable des spectacles. Couché dans son lit, mon oncle n'était plus qu'une loque humaine ; il délirait violemment, s'agitait avec des propos incohérents, parlait de Turcs, de gamins qui le poursuivaient, de petites femmes et autres divagations... A ses côtés se tenaient de chambre, Adrien, et Mme de Guillemet, ancienne dame de compagnie de Mme d'Ennery, qui veillaient sur le pauvre malade.

Je me retirai en larmes, et j'ai d'ailleurs consigné l'affreuse vision de cet admirable vieillard tombé si bas dans mon carnet quotidien.

Elle M. Pierre Decourcelle, parlant de la fille de M. Adolphe d'Ennery, ajoute :

Mme Leroux a franchi hier la porte de l'hôtel du Bois-de-Boulogne, à deux heures, pour la première fois. Elle n'avait, avant cette heure-là, jamais été reçue par son père qui ne la connaissait pas.

Si M. d'Ennery a pris des dispositions il y a peu de temps, comme on le suppose, la dernière volonté mettra en face de ce testament, dicté à l'époque où mon oncle était dans un état de dépression indicible, les cinq testaments successifs faits par lui avant la disparition de Mme d'Ennery, dans toute sa merveilleuse lucidité d'esprit.

C'est dans les derniers mois de la vie de sa femme qu'Adolphe d'Ennery fut atteint : d'ailleurs une correspondance navrante de Mme d'Ennery, à la fin de son existence, témoigne de l'affaiblissement cérébral du grand écrivain et donne des détails navrants sur la déchéance de ses facultés. Enfin, depuis cette époque, des médecins de quelque compétence ont déclaré, devant témoins, son irrémédiable anéantissement.

Je ne sais, nous dit en terminant M. Pierre Decourcelle, quelle sera mon attitude. Je constate seulement que les amis et les parents de mon oncle ont été systématiquement écartés, que moi-même je n'ai reçu aucune avertissement, quoique, lors de ma dernière visite chez mon oncle, on m'eût promis de me faire savoir si l'état du malade s'aggravait. Or, j'ai appris la mort de l'écrivain qui m'était cher, à minuit, hier soir, par un ami qui m'a téléphoné la triste nouvelle.

Je n'ai été avisé de rien. Et cependant mon administration affectueuse pour Adolphe d'Ennery était telle que, sollicité ces temps-ci de m'associer à une demande d'interdiction, j'ai formellement refusé, par déférence pour sa mémoire et par respect pour son merveilleux esprit de jadis.

Ajoutons que la famille de M. d'Ennery est représentée par sa fille, Mme Leroux, mariée à un professeur de droit très estimé ; par M. Pierre Decourcelle, descendant de la sœur aînée du dramaturge ; par M. Cerf, commerçant connu, descendant de la sœur cadette ; enfin, par Mme Janniguet, descendante d'un frère d'Adolphe d'Ennery.

Une modeste mais originale et très parisienne publication, *Simple Revue*, a souvent des idées amusantes. Continuant la série de ses numéros spéciaux, elle en prépare un dédié à la louange des chats. Prosateurs, poètes, dessinateurs, musiciens — pourquoi lui aurait-il pas une sérénade ou une marche nocturne féline ? — sont conviés à y prendre part. Celui qui aura le mieux réussi en sa tâche volontaire sera récompensé par le don d'un bel angora vivant.

Les Italiens ont célébré, le 20 juin 1898, le centenaire de la naissance de Leopardi. Inaugurations de monuments, poèmes et discours, conférences et banquets, rien n'a manqué à ces solennités, et la collection déjà riche — trop riche peut-être — des ouvrages consacrés à Leopardi s'est encore accrue, en cette occasion, d'un nombre de publications fort respectable.

M. Paul Sirven, dans la *Revue encyclopédique*, en étudie trois ou quatre qui complètent ou renouvellent fort heureusement ce que les savantes recherches de MM. Bouché-Leclercq et Aulard — sans

parler des articles déjà lointains de Sainte-Beuve, de M. de Mazade, de M. Caro, ni d'un travail plus récent de M. Rod — avaient fait connaître au public français de l'œuvre et du caractère du poète italien. L'étude de M. Paul Sirven est du plus haut intérêt.

Dans le même numéro de la *Revue encyclopédique*, signalons encore la revue dramatique de M. Gustave Geoffroy ; la revue politique, sur la Chine et la Corée, de M. L. Maury ; l'article très curieux de M. Welschinger sur les Mémoires et souvenirs du prince de Bismarck, etc. De très belles illustrations accompagnent ces diverses études.

Le Lisieur.

LA CHAMBRE

Jeudi 26 janvier 1899.

LE BUDGET DE L'INTÉRIEUR

Il est long comme un jour sans pain, ce budget de l'intérieur, et, pour peu qu'on stationne sur quelques chapitres, on n'en voit plus la fin. Le débat sur le traitement des préfets a recommencé de plus belle. C'est une jolie matière à mettre en discours électoraux.

Deux députés, M. Pastre (du Gard) et M. Couyba (de la Haute-Saône), veulent absolument qu'on regagne les appointements de ces malheureux fonctionnaires qui jouissent d'un certain prestige dans leurs départements, mais qui sont les têtes de Turc des orateurs parlementaires. C'est à qui essaiera sur eux la vigueur de ses muscles. M. Pastre s'est contenté de les égratigner en passant ; M. Couyba leur a administré une volée de bois vert : le préfet, c'est l'ennemi.

M. Couyba est un humoriste, il a de l'esprit, il a comparé le rapporteur spécial du budget de l'intérieur, M. Alexandre Bérard, à Alexandre, fils de Philippe, et il lui a lancé une épigramme où la mythologie se mêle à l'histoire : « Mon cher monsieur Alexandre Bérard, vous êtes l'Alexandre de la Macédoine radicale. Vous avez passé la mer opportuniste, je ne dis pas opportuniste, — vous avez même traversé le Granique ; mais quand vous avez vu, de l'autre côté, les cent mille Perses, je veux dire les cent mille abus, vous avez rétrogradé et vous vous êtes contentés de leur jeter le *quos ego* de Neptune ! »

Pendant que M. Couyba reprochait ainsi à son ami Bérard, qui n'en pouvait mais, de n'avoir pas gagné la bataille d'Arbelles, la physionomie étonnée de l'honorable rapporteur semblait lui répondre qu'il n'avait jamais eu cette prétention ; mais M. Couyba, mis en goût par les rires sympathiques de la Chambre, ne s'en est pas tenu là ; il a raconté des anecdotes amusantes :

M. Couyba. — Les préfets reçoivent des départements le logement, le chauffage, l'éclairage, les frais d'entretien de leurs jardins, et souvent des frais de réception. Notre collègue Delarue a signalé au Conseil général de l'Allier que, de 1878 à 1898, le préfet avait coûté au département 440,000 francs pour l'entretien des bâtiments et du mobilier.

M. Couyba. — Evidemment, mais voici une anecdote que me racontait un de nos collègues du Centre, bien connu pour son esprit. Le préfet de son département avait donné en avril dernier une réception en l'honneur du Conseil général. Les jardins étaient illuminés à giorno et notre collègue dit au préfet : « Je vous félicite, on se croirait à Venise. » Puis vint la session d'août, celle où se discute le budget du département, et le préfet présenta une petite note de 3,000 francs pour ses illuminations. Notre collègue lui dit alors : « Je vous avais félicité il y a trois mois pour vos lanternes, permettez-moi aujourd'hui de retirer mes compliments. » Mais la carte à payer ne fut pas retirée. (Très bien ! très bien !)

A la fin de son discours, l'orateur a cité Mirabeau, et comme à ce moment la Chambre paraissait un peu moins attentive, son président lui a crié : « Ecoutez Mirabeau ! »

M. Paul Dussaussoy, député du Pas-de-Calais, n'a pas contre le traitement des préfets les mêmes préventions que M. Couyba. Il croit que les représentants de l'Etat doivent être payés cher et dépenser beaucoup « pour faire aller le commerce ». J'avoue, à ma honte, que je ne suis pas éloigné de partager cette opinion ; mais, dans les Chambres, on la regarde généralement comme un paradoxe et M. Dussaussoy a eu plus de courage que de succès en la défendant. Les gros traitements ne sont pas en odeur de sainteté auprès du suffrage universel.

La discussion s'éternisait. M. Mesurier, président de la Commission du budget, a cru devoir donner un petit avertissement aux faiseurs de discours. Il leur a doucement rappelé qu'on avait devant soi un long ruban de route et qu'en continuant de ce train, jamais on n'arriverait au bout. Mais alors la Chambre a poussé de beaux cris : « Voulez-vous donc qu'on vote le budget en bloc ? — Et les réformes ? — Et les économies ? — Voilà où on est tombé le parti radical ! — Il n'y a plus de parti radical ! — Allons-nous-en, si l'on ne peut plus discuter !... »

Le malheureux plait sous l'averse ; mais il restait à la tribune, prenant le ciel à témoin de la pureté de ses intentions, répétant qu'on ne le comprenait pas, qu'on dénaturait sa pensée et son langage, qu'il n'entendait pas coudre les lèvres aux orateurs, mais qu'il n'avait pas le temps de s'attarder aux grandes discussions de principes ; que le budget de cette année ne pouvait être un budget de réformes ; qu'il fallait le voter vite pour s'atteler à celui de l'année prochaine qui serait, celui-là, le budget réformateur par excellence ; qu'autrement on marchait tout droit à de nouveaux douzièmes provisoires dans un pays ami de l'ordre et de la régularité, à qui ces anticipations financières inspirent une légitime défiance.

Je me figure que tout n'était pas à dédaigner dans les conseils de M. Mesurier ; mais ses adversaires de gauche et de droite avaient beau jeu contre lui. M. Viviani l'a sévèrement admonesté et, suivant une expression très parlementaire, M. Pelletan, son rapporteur général, l'a repêché. M. Pelletan a redit plus adroitement ce qu'il avait dit lui-même ; il a expliqué qu'on se fâchait sur un malentendu et que jamais la Commission du budget n'avait eu la pensée de rétrécir le champ de l'éloquence parlementaire. C'est une question de mesure ; mais qui donc voudrait porter atteinte à la liberté de la tribune ?

On s'est calmé peu à peu ; mais l'amendement de M. Couyba restait tou-

jours là, comme une grosse barricade défendue par un nombre imposant d'hommes bien résolus à ne pas lâcher pied. M. Charles Dupuy, président du Conseil, ne l'a pas précisément attaquée de front ; il l'a tournée.

M. le président du Conseil. — Les traitements des préfets ont déjà subi une réduction. Au lendemain du 4 septembre, les honneurs qui prirent la direction des affaires réduisirent de 40,000 fr. à 30,000 fr. le traitement des préfets de première classe ; de 30,000 fr. à 24,000 fr. celui des préfets de deuxième classe, et de 20,000 fr. à 18,000 fr. celui des préfets de troisième classe.

A cette époque, les républicains qui arrivaient au pouvoir pensaient que leur effort devait porter sur la réduction des traitements et de l'indemnité parlementaire.

Je crois qu'ils obéissaient à un sentiment très généreux, mais qu'ils cédaient à une illusion, et si nous examinons l'histoire de ces vingt-cinq dernières années, nous verrons que s'il n'a pas été expédié des préfets, nous aurons eu l'indemnité parlementaire, il ne le serait pas de diminuer les traitements des préfets. (Interruptions à l'extrême gauche.)

Il est juste d'ouvrir l'accès des fonctions publiques les plus élevées à ceux qui n'ont pas de fortune personnelle. En acceptant l'amendement de nos collègues, je crois que nous tournerons le dos à cette idée.

Croyez-vous que, depuis le moment où l'on a réduit le traitement des préfets, leur responsabilité ait diminué ? Ne s'est-elle pas accrue, au contraire, par suite du vote des lois qui ont honoré de la République, les lois scolaires et les lois d'assistance qui exigent l'intervention constante des préfets ? C'est le moment où vous voulez diminuer leur situation matérielle ! (Très bien ! très bien ! — Bruit à l'extrême gauche.)

M. Couyba a bien senti que la bataille était perdue. Il a dessiné, pour l'honneur, un petit retour offensif ; mais M. Dupuy avait déclaré « que le gouvernement repoussait énergiquement la réduction proposée », le traitement actuel des préfets a été maintenu, haut la main, par 306 voix contre 207.

Le reste de la séance ne présente qu'un intérêt très relatif. MM. Groussier, Jourde, Caillaux, Mercier, Bompard, Massabuau, Dejeante et quelques autres députés ont échangé, soit avec le ministre, soit avec le sous-secrétaire d'Etat, des observations de détail qui, sans être négligeables, ne passionneront point la France. Cette séance générale terminée, on a conduit le budget de l'intérieur à son chapitre 44. Ce n'est certainement pas assez pour rassurer M. Mesurier ; mais s'il n'est pas content de la séance, il y a en France un certain nombre de hauts fonctionnaires qui ne s'en plaignent pas : ce sont les préfets. J'ose me féliciter avec eux du scrutin qui a sauvé leur caisse ; il leur appartient maintenant de reconnaître la générosité de la Chambre en ne thésaurisant pas outre mesure. L'économie ne doit pas être la vertu d'un préfet.

Pas-Perdus.

Autour des Chambres

Les retraites parlementaires

Le débat sur les crédits de l'intérieur a permis de faire entendre quelques protestations — d'ailleurs timides et inutiles — contre l'abus des fiches de consolation. Les divers ministères qui se succèdent le distribuent avec une prodigalité sans cesse croissante et qui ne saurait surprendre personne, car, s'ils se montrent généreux, c'est à nos dépens.

Lorsqu'un préfet reçoit ses huit jours parce qu'il a fait preuve d'une incapacité rare, ou le conseil de cette mésaventure en le bombardant trésorier général ; c'est une prime à l'incapacité. Toutefois, si cet abus est intolérable, il en existe un autre bien plus criant encore, mais que nos distingués représentants évitent de signaler, parce qu'ils en profitent.

Il était admis, autrefois, que l'honneur d'être choisi par ses concitoyens pour défendre leurs intérêts et une certaine politique devait suffire à récompenser les ambitieux qui se dévouaient au bien public ; de nombreux précédents, dont plusieurs sont d'hier, prouvent qu'il suffit maintenant d'avoir siégé plus ou moins longtemps au Luxembourg, ou au Palais-Bourbon, pour acquiescer des droits à la reconnaissance de l'Etat, aussitôt qu'on perd l'estime des électeurs. La fonction de représentant du peuple est devenue un métier, un emploi comportant une retraite qui s'accroît tantôt sous forme de sinécure et tantôt par l'octroi, d'une de ces places que l'administration réservait à ses serviteurs les plus méritants. Il est admis qu'un citoyen français ne peut plus, sans déchoir, demander au travail les ressources qu'il lui donnait autrefois s'il a, dans l'intervalle, siégé plus ou moins obscurément dans l'une ou l'autre Chambre.

Chaque renouvellement total ou partiel des Assemblées est suivi d'une éclosion de fonctionnaires, et les décaus du suffrage universel ou restreint se ruent à la curée des places.

Les vaincus de la veille se découvrent aussitôt des aptitudes spéciales et des vocations imprévues pour les emplois les plus divers. Tous commencent par faire le siège de l'administration des finances, exigeant pour le moins une trésorerie générale ; mais ces fonctions, très lucratives, sont rares et la concurrence des préfets les rend plus rares encore. Les quémandeurs éconduits se rabattent sur les recettes générales, puis sur les particuliers, et finissent un beau matin par se contenter d'une simple perception. D'autres se sentent irrésistiblement attirés par la diplomatie et ne pouvant plus représenter le peuple au Parlement, vont au loin représenter la France. On en case aux travaux publics et au commerce ; les colonies offrent d'importantes débouchées pour les politiciens trop défranchis ; ne sachant comment les utiliser en France ou sur le continent, on les déporte dans les îles.

L'Etat-Providence répand, avec une inlassable bonté, cette manne autour de lui. Les députés ne s'inquiètent plus de l'avenir et les sénateurs sont rassurés ; tous entretiennent une bonne retraite et finissent toujours par l'obtenir.

On a même fait mieux ou pire. Il paraissait convenu qu'une défaite électorale était indispensable pour éveiller la sollicitude des ministres ; il fallait sortir blessé, ou pour le moins très meurtri, de la lutte pour obtenir ce qu'on appelle une compensation. Mais il a défilé à certaines natures fières d'être assimilées à des invalides, et elles ont été arrachées à la complaisance du gouvernement, avant la bataille, ce qui était la consolation et presque la récompense de la défaite. L'âme compatissante des ministres n'a

pas voulu exposer à l'ingratitude ou à la clairvoyance des électeurs ces hommes imprévables, et comme leurs collègues en impopularité, ils ont pu chanter le *Gaudeant bene nanti* de cet excellent Bazile.

Paul Bosq.

DANS L'ARMÉE

Le général Darras, commandant de la 15^e division d'infanterie à Dijon, est attendu aujourd'hui par la limite d'âge.

Le général a fini sa carrière dans sa ville natale où il était entouré d'estime et d'affection. Il appartient à une famille originaire d'Essoye, près de Bar-sur-Aube. Resté fidèle à ce pays, il se retire aux environs de la petite ville.

Le général, qui appartient à l'arme de l'infanterie, est devenu un des membres les plus éminents de notre grand Etat-major. Comme général de brigade, il fut le chef d'état-major désigné dans l'armée du général de Galliffet. Général de division, il devint chef d'état-major en temps de guerre du général Jamont, quand celui-ci avait le commandement éventuel de l'armée de Châlons-Nancy, c'est-à-dire des troupes de premier choc. Cela suffit à faire comprendre dans quelle haute estime était tenu le général Darras.

Le commandant de la 15^e division — qui conserve une grande situation dans le cadre de réserve — quitte le service en pleine vigueur physique et intellectuelle. Son départ sera regretté dans la haute société dijonnaise, où ses qualités d'homme du monde et sa courtoisie de gentilhomme étaient très appréciées.

Le général est un peintre de talent souvent récompensé au Salon.

Avant de résilier son commandement, le général a tenu à passer la revue du bataillon du 7^e, appelé à la défense du littoral. Une grande partie de la population s'était rendue au parc pour assister au défilé. Sur tout le parcours, de l'hôtel de la division à la promenade, à l'aller comme au retour, le général a été chaleureusement acclamé.

Hier soir, les officiers du territoire de la division, venus de Dijon, Auxerre, Beaune, Chalon-sur-Saône et Mâcon lui ont offert un punch d'adieu dans la salle de la Bourse, mise à leur disposition par la Chambre de commerce. Avant cette soirée, un dîner réunissait autour du chef regretté les généraux, chefs de corps et officiers d'ordonnance.

Sous ce titre : *Armée et Marine*, M. de Saint-Jean Lenthilac et M. Jules de Cuverville vont faire paraître, à la fin de ce mois, une revue militaire illustrée analogue aux revues anglaises spéciales. Cette publication s'est assurée du haut patronage des ministres de la guerre et de la marine, des généraux du Barail, Favier et de Bessol, des amiraux Krantz, d'Abel et Libran et Dupont, et de M. de Bussy, l'éminent inspecteur général des constructions navales.

Les bureaux de la nouvelle revue sont 3, place du Théâtre-Français.

Ardouin-Dumazet.

LA REINE DES HALLES

Une majesté de plus !

Hélas ! aujourd'hui, c'est le suffrage universel qui décorne la couronne, et l'élu qu'on va voter, pour un an, du pouvoir suprême ne sera peut-être pas celle sur le front de laquelle a pu tomber l'éclatante divine. Attendons.

Il est dix heures du soir, et la salle de concert qui s'étend sous le café de l'Épi d'or, boulevard Sébastopol, est pleine de danseurs.

La société de la Renaissance des Halles prêche par un bal à l'élection de celle qui, pendant un an, sera la gloire, le diamant, la fleur des Halles centrales.

L'an dernier, à pareille époque, c'est Mlle Maria Bourdillon qu'on a nommée, après un ballottage à coup sûr indigne d'elle.

Et la preuve, c'est que, à peine nommée reine des Halles, elle a été élue Reine des reines.

Elle est là, ayant au bras gauche le bracelet d'or que lui a offert le Président de la République française, et, à l'un de ses doigts, la très jolie bague, perle et diamant sur or, qu'y a mise M. Edouard Drumont.

Après une valse, on dresse une table devant l'orchestre. Un monsieur demande le silence.

C'est le président de la Renaissance. C'est celui qui, dans quinze jours, aura l'honneur d'épouser Mlle Maria Bourdillon.

De nos jours, un président a bien droit à une reine !

L'heureux fiancé invite les candidates à se mettre devant la table, en faisant face au public.

Il en vient quatre. Sur la poitrine de chacune, il accroche — et la fiancée regarde jalousement de quelle façon il s'y prend — un numéro.

Tout de suite, les assistants — ceux qui ne vont point voter et qui jugent en parfaite conscience — déclarent que les numéros 2 et 4 sont également troublants. C'est, poursuit, l'un d'eux qui aura la couronne.

Aussitôt, comme à la Chambre des députés, des gens vont de siège en siège et disent :

— On vote pour le 1.

Le fiancé de Mlle Bourdillon lui-même, faisant déjà acte d'autorité, vient auprès d'elle et lui donne cet ordre :

— Vous voterez pour le 1.

Vainement on la supplie.

— Oh ! non, votez pour le 2 ou pour le 4.

— Vous comprenez, réplique-t-elle, que ce n'est pas avant le mariage que je puis désobéir à mon mari.

Bref, dès le premier tour, c'est le n° 1 qui est élu.

Le président proclame le scrutin et ajoute :

— Au nom des Halles, je salue Mlle Stock, notre reine !

La Reine des reines de 1898, Mlle Bourdillon, va embrasser celle qui la détrône. Elle lui offre un bouquet.

Mlle Flore Sasse, qui a été nommée mardi reine du marché Lenoir, fait de même.

La nouvelle Majesté marche royalement devant ses sujets et sujettes et digne leur tendre les joues.

On nomme ensuite ses demoiselles d'honneur, et le bal recommence.

On console le n° 2 en lui disant : « Vous avez eu 17 voix tout de même » et le n° 4 en lui promettant la couronne pour l'an prochain.

Nous nous retirons. Mlle Bourdillon soupire :

— N'importe. N'être reine qu'un an, ce n'est pas assez...

Le fait est que puisqu'un Président de la République a sept ans de pouvoir...

Charles Chincholle.

LA QUESTION DE TERRE-NEUVE

Le homard et la morue

Ainsi que l'a constaté Marc Landry, de tous les litiges encore pendants entre la France et l'Angleterre, le plus grave, au dire des diplomates, serait la question des pêcheurs de Terre-Neuve. Le conflit date du traité d'Utrecht, dont l'ambiguïté défraye la polémique ; mais il ne s'est, avec le temps, ni simplifié, ni adouci.

Sir Charles Dilke ne l'a pas envoyé dire à notre ami Maurice Lude. Et la presse anglaise ayant fait chorus, tout donne à croire que sir Charles Dilke n'a pas tenu des propos en l'air. Si encore il n'y avait en présence que les Anglais et les Français d'Europe, peut-être y aurait-il moyen de mettre du coton dans les coins et d'amener les deux gouvernements à un *modus vivendi* acceptable pour les amours-propres et les intérêts respectifs des deux peuples. Malheureusement, il y a les Terre-Neuviens, qui sont des Anglais intensifs, partant intraitables, plus britanniques que John Bull...

Ceux-là, qui ont naturellement leur autonomie, leurs franchises locales, leur Parlement indépendant et leur libre parler, ne veulent rien savoir. Insoucieux des vieux protocoles, ils prétendent être maîtres souverains chez eux, et traiter nos marins bretons et normands, venus là, sur la foi des traités, pêcher le homard et la morue, non seulement comme des parents pauvres, mais comme des intrus.

Cette animosité engendre à chaque instant des querelles, grosses peut-être de complications irréductibles.

Les misérables établissements du *French Shore*, y compris ou non le piteux archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, valent-ils réellement les risques que comporte un *status quo* précaire, dont l'effacement est la merci d'un hasard ? Je ne le crois pas, et m'est avis que si la France offrait à l'Angleterre de lui abandonner à l'amiable nos pêcheries du golfe de Saint-Laurent, moyennant une compensation avantageuse — en échange, par exemple, comme certains journaux anglais le proposent, de la Gambie et de Sierra-Leone, de façon à faire de notre empire africain un empire d'un seul tenant — tout le monde y trouverait son compte. J'ajoute qu'il y aurait de grandes chances pour que le Foreign-Office, pour lequel la question de Terre-Neuve est également une épine au pied, acceptât l'arrangement d'enthousiasme.

Voilà qui serait très bien, va-t-on m'objecter peut-être, au point de vue de l'intérêt général. Malheureusement, l'intérêt général se complique, dans l'espèce, d'une foule d'intérêts particuliers. Que le troc des pêcheries de Terre-Neuve, en tranchant le nœud gordien, doive déterminer une détente, et constituer un gage de paix, cela n'est pas douteux. Mais nos pauvres « mathurins » de Fécamp, de Granville, de Cancale et de Saint-Malo, dont l'industrie du homard et de la morue est à peu près la principale ressource, que vont-ils devenir, lorsque l'accès du French Shore va leur être fermé ? Ces braves gens méritent d'autant mieux qu'on se préoccupe de leur sort que c'est parmi eux que se recrutent l'élite des équipages de notre marine de guerre.

Rien de plus exact, quoique l'amiral Revelière, qui doit pourtant s'y connaître, soit d'un avis différent. Mais qui parle de sacrifier les intérêts de notre marine ? Je suis trop de Saint-Malo, et j'aime trop les « Terre-Neuvas », au milieu desquels s'est passé le meilleur de ma jeunesse, pour avoir pu songer un instant à trahir leur cause.

Je prétends seulement que cette cause n'est pas liée à perpétuité à la nécessité d'aller passer six mois par an dans ces sinistres parages où les bateaux de pêche n'échappent aux brouillards, aux banquises et aux tempêtes que pour tomber sous l'étrave des immenses paquebots transatlantiques à grande vitesse. Sans doute, des travailleurs ne peuvent renoncer à une habitude séculaire qu'à la condition de trouver quelque chose de mieux à mettre à la place. Mais ce quelque chose de mieux est si peu introuvable que j'ai deux solutions distinctes, quoique conciliables, à offrir.

Je sais bien qu'il faut des conserves de homard et de la brandade pour les gourmets, comme il faut de l'huile de foie de morue pour les anémiques. Mais quand on ne pourra plus aller à Terre-Neuve chercher de quoi satisfaire à ce double desideratum, tout ne sera pas perdu pour si peu.

À l'heure où nous sommes, en effet, la science a résolu le problème de l'élevage en grand des animaux marins : on commence aujourd'hui les homards et les morues comme on sème des pommes de terre, et le peuplement d'un océan n'est plus qu'une question de patience et de savoir faire.

Mon Dieu ! je ne me dissimule pas que l'idée de faire de la pisciculture méthodique en haute mer, surtout avec des espèces nomades comme la morue, va sembler à des tas de gens une idée folle, et qu'on commencera par en rire. Il n'empêche que l'un des hommes les plus autorisés en pareille matière, M. Eugène Canu, de la station aquicole de Boulogne-sur-Mer, n'a pas craint de la faire sienne. Il avait ses raisons, basées sur l'expérience.

La vérité est que l'élevage de la morue se pratique, depuis tantôt vingt ans déjà, avec un succès considérable, sur les côtes des Etats-Unis.

C'est en 1878 que les premières tentatives américaines de pisciculture maritime furent faites, bien timidement encore, et dans des conditions plutôt défavorables, à Gloucester, sous les auspices de M. Spencer Baird. On se mit à récolter les œufs, à les féconder et à les faire éclore artificiellement : il n'y eut plus ensuite qu'à recueillir les alevins et à les élever, au prix de mille précautions minutieuses dont je vous fais grâce, sauf, enfin, quand ils furent assez forts, à les jeter au large, en leur laissant le soin de se tirer d'affaire tout seuls.

Deux ans après, les pêcheurs étaient tout surpris de ramener dans leurs filets, tout le long des côtes et jusqu'à l'intérieur du port, quantité de morues authentiques, qu'ils baptisèrent immédiatement « les morues de la Commission ».

Depuis, l'œuvre n'a pas cessé de se poursuivre, au milieu de tâtonnements sans nombre, mais, somme toute, cependant, elle donne des résultats assez encourageants pour que personne ne parle d'y renoncer. On opère même sur une assez grande échelle, puisque, d'après *the Fishing Gazette*, on ne lâche pas, à Cold Spring Harbour, moins de quarante à cinqu

escrocs à l'annonce dont quelques-uns sont actuellement sous les verrous.

Ce sont les nommés Georges Morelle, agent d'affaires, demeurant 124, boulevard Magenta; Joseph Besson, vingt-cinq ans, cordonnier, rue Legendre, 42; Johann Mérier, trente ans, ancien marchand de vin à Madagascar, habitant 272, rue du Faubourg-Saint-Antoine; Augustine Roche, femme Sabre, et son amant Jacques Coste, domiciliés rue Saint-Hyacinthe, à la Varenne-Saint-Hilaire.

TENTATIVE DE SUICIDE DANS UN COMMISSARIAT

Une dame Delay, fleuriste, 70, rue de Bondy, faisait irriter hier matin pour voir un jeune homme de dix-sept ans, René Richy, demeurant 107, rue d'Allemagne, qui fut conduit au commissariat de M. Briy.

Richy supplia Mme Delay d'abandonner sa plainte jurant que son père lui rembourserait le montant de son larcin. La fleuriste se montra inamovible. Richy ouvrit alors précipitamment une fenêtre du bureau des inspecteurs et se précipita, la tête la première dans le passage du Désir.

Il ne réussit pas à se tuer et se cassa simplement l'os nasal et les deux poignets.

Le blessé dont l'état est grave a été transporté à l'hôpital Saint-Louis.

M. Peschard, commissaire de police du quartier Guillemin, a procédé hier à l'arrestation d'un financier, nommé Apostolos, dit Jacques Lévy, qui depuis longtemps était recherché pour escroqueries opérées au détriment de nombreuses banques étrangères et se montant à un million environ.

Un monsieur très correctement vêtu était surpris hier matin dérobant au recueil des *Fables* de La Fontaine, sous les galeries de l'Odéon.

Il fut arrêté et emmené au commissariat du quartier où on le fouilla. On trouva sur lui deux porte-monnaie contenant 350 francs en or et un passe-port au nom du prince russe Mikhaïev. Les inspecteurs ne dissimulèrent pas leur surprise, et l'inculpé leur dit :

« Vous voyez de quelle manière vous êtes rendus coupables en m'arrêtant ! Vous avez été trop vite en besogne. Du reste, j'ai la somme payée le volume quand vous m'avez amené ici. »

On sut bientôt que ce pseudo-prince occupait en garni une chambre de vingt francs par mois, et, sans souci pour sa dignité, on l'a envoyé au Dépôt.

Un bien joli couple que Charles Martens et sa maîtresse, les deux débauchés et arriérés Elise Heidenreich qui habitait Hambourg où elle faisait profession de galanterie, avait, ces jours derniers, attiré chez elle un important négociant de cette ville et, de complicité avec Martens, son amant, avait allégué son amour de passage d'une quarantaine de mille francs. Cet exploit accompli, Martens et sa maîtresse s'étaient empressés de sauter dans un train qui les amena en France, à Paris.

Leur victime se plaignit, et le Parquet de Hambourg délivra contre eux un mandat d'arrestation qui fut adressé au Parquet de la Seine.

Le service de la Sûreté, chargé de retrouver les deux coupables, les a découverts et arrêtés hier matin, dans un hôtel de la rue de la Victoire. On a trouvé en leur possession neuf mille francs et une grande quantité d'objets d'art dont ils ont refusé d'indiquer la provenance.

Charles Martens et Elise Heidenreich seront mis prochainement à la disposition des autorités allemandes.

Dernièrement, un nommé John Fellow, caissier depuis un an à la banque de Paris, disparut sans laisser de trace la modeste somme de 412,000 fr. qui lui était nécessaire, avait-il écrit à son patron pour sauter l'honneur d'une femme.

Plainte fut déposée contre ce caissier par trop sans gêne et une surveillance fut exercée dans les gares.

Hier matin, deux agents de la Sûreté qui se trouvaient à la gare Saint-Lazare ont vu arriver un gentleman d'une absolue correction, donnant le bras à une femme jolie et mise avec élégance.

Bien que ce gentleman ne ressemblât guère, comme tête, à John Fellow, les agents n'eurent pas une minute d'hésitation. Ils avaient, en effet, devant eux le voleur, rajouté, le visage complètement rasé, les cheveux teints. Il avait négligé de modifier sa marche.

Après avoir tenté de nier sa véritable identité, John Fellow qui avait été conduit au commissariat de la gare avec sa compagne s'est décidé à faire des aveux. Il n'avait sur lui que 1,900 francs, mais la jeune femme qui l'accompagnait était couverte de bijoux représentant la majeure partie de la somme volée par son amant.

Tous les deux ont été écroués au Dépôt.

Le service de la Sûreté recherche un individu qui, après avoir mis à contribution les vétérinaires de la région ouest de la France sous les faux noms de Sanin et de Groslobert, s'est abattu sur Paris où il fait de nouvelles victimes.

Cet escroc qui se présente comme vétérinaire militaire réussit presque toujours, sous différents prétextes, à se faire remettre des sommes plus ou moins importantes.

Voici son signalement : âge, trente ans environ. Taille : 1 m. 60, teint coloré, cheveux blonds en brousse, moustaches rousses, yeux bleus, nez droit, visage marqué de taches de rousseur. Cicatrice apparente au-dessous du maxillaire inférieur droit, annulaire de la main gauche amputé.

Le nombre de ses escroqueries est considérable et les plaintes contre lui affluent au Parquet.

Des employés de la gare de Lyon ont

trouvé, hier matin, à l'arrivée du train de luxe n° 18, venant de Vintimille, dans les salons de la voiture-salon portant le n° 63, un voyageur mort, depuis plusieurs heures, de la rupture d'un anévrysme.

D'après les papiers trouvés sur le défunt, celui-ci se nommerait Edmond van Zuylen, serait âgé de soixante-cinq ans et demeurait à Liège (Belgique). M. van Zuylen venait de Nice.

Sa famille a été immédiatement prévenue par les soins du commissaire de police spécial de la gare.

ACCIDENTS

Une femme âgée de soixante-dix ans environ, vêtue d'une robe marron et d'une jaquette noire, a été renversée avant-hier matin, à sept heures, alors qu'elle traversait la place Daufert-Rochereau, par une voiture de commerce. Les roues de la voiture ont passé sur le corps de la malheureuse que des passants ont relevé et transporté dans une pharmacie où des soins lui ont été donnés.

Mais l'état de l'infortunée a paru si grave qu'on s'est hâté de la conduire à l'hôpital Cochin. On désespère de la sauver.

L'auteur de l'accident, employé comme cocher chez M. Gervais, marchand de fromages, rue du Pont-Neuf, a été mis à la disposition de M. Chevalier, commissaire de police.

Un monte-charge établi sur un puits recouvert de planches pour les travaux du Métropolitain est tombé, à sept heures, dans le puits en entraînant un wagonnet. Leur chute a occasionné la mort d'un ouvrier, nommé Eugène Gautier, âgé de quarante-cinq ans et demeurant 10, rue de Meaux, à Cligny.

Un puisatier, Pierre Gardet, âgé de quarante-cinq ans, demeurant 8, rue Ferry, a été blessé très grièvement et transporté à l'hôpital Beaujon.

LE FEU

Un commencement d'incendie s'est déclaré, hier matin, rue de la Santé, dans un des bâtiments de l'hôpital de la Maternité. Il a été éteint après une demi-heure de travail.

L'enquête à laquelle s'est livrée le commissaire de police du quartier aurait établi que ce commencement d'incendie est dû à un vice de construction et qu'un feu de cheminée a enflammé les planchers et les cloisons du bâtiment.

Les dégâts sont de peu d'importance et il n'y a eu aucun accident de personnes.

Le feu a éclaté hier, à quatre heures quarante-cinq de l'après-midi, dans un immeuble situé 118, rue Duhois, à Levallois-Perret, et occupé par une quinzaine de locataires.

Il a pris naissance dans le logement des époux Balestat, cordonniers. Tous deux travaillaient au rez-de-chaussée quand on les prévint qu'une épaisse fumée sortait de leur cuisine.

Mme Balestat monta aussitôt, pensant pouvoir éteindre le feu avec des seaux d'eau. Elle tomba à la renverse, asphyxiée par la fumée, et tous les soins qu'on lui donna pour la rappeler à la vie demeurèrent inutiles.

Les pompiers se sont rendus maîtres du sinistre après une heure et demie de travail. Les dégâts, non encore évalués, sont très importants.

Conseil pratique

Un voyageur qui commande un bain à l'hôtel doit toujours, s'il entend bien l'hygiène, spécifier qu'il veut prendre « un bain parfumé de Vichy ». Ce « bain parfumé » est assurément l'un des meilleurs produits que la compagnie de Vichy fabrique avec les sels extraits des sources de l'Etat : Célestins, Hôpital, Grande-Grille. Il faut insister pour avoir un « bain parfumé de Vichy » et non un autre.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le service de la statistique municipale a compté pendant la troisième semaine 884 décès, chiffre inférieur à celui de la semaine précédente, 948, et inférieur surtout à la moyenne de la saison, 1,038.

Les maladies épidémiques sont au-dessous de la moyenne. La diphtérie n'a causé que 4 décès, au lieu de la moyenne, 24.

On a célébré à Paris 408 mariages et enregistré la naissance de 1,174 enfants, 628 garçons et 546 filles.

Un sergent du 117^e de ligne, nommé Alexandre Gauthier, s'est suicidé hier matin dans sa chambre à la caserne de Latour-Maubourg, en se pendait avec les draps de son lit. Gauthier redoutait de se voir traduit devant un Conseil de guerre.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES : Le procès Reinach-Henry. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

C'est aujourd'hui vendredi que devrait s'engager devant le jury de la Seine le procès en diffamation intenté par la veuve du lieutenant-colonel Henry au journal le *Sicéle* et à M. Joseph Reinach.

Je dis « devrait » parce que je compte bien, malgré tout, qu'il ne viendra pas, ce procès de malheur que M. Joseph Reinach a si inutilement suscité en s'acharnant, sans profit pour sa cause, sur un homme qui s'était fait justice.

Certes, il ne faut guère s'attendre à voir soulever la question d'incompétence. M. Joseph Reinach a mis en quel que sorte Mme veuve Henry en demeure de le poursuivre devant la Cour d'assises ; Mme Henry a relevé le défi. Il n'y a ni l'autre des deux adversaires ne peut donc récuser le jury. Il me paraît également improbable que M. le président Poupardin, qui est un combattant, com-

mandant de l'armée territoriale, et qui n'est certainement pas homme à fuir les responsabilités, essaye de se défilier en prononçant d'office, pour l'amour du droit pur, une déclaration d'incompétence.

M. Poupardin a d'ailleurs une revanche à prendre.

Pendant que son collègue M. le conseiller Delegorgue trônait l'an passé au procès Zola, il présidait mélancoliquement la Cour d'assises supplémentaire, dans le marasme et dans l'abandon. De temps en temps, les gardes du Palais évacuaient bien sur son audience solitaire quelques curieux naïfs, quelques Anglais qui croyaient monter chez M. Delegorgue. Mais l'illusion de ces insulaires ne tardait pas à se dissiper.

Donc, M. Poupardin ne fera rien pour se déclarer incompétent, et si le procès s'engageait, nous en aurions pour trois semaines, peut-être davantage, car de part et d'autre on a cité près de quatre cents témoins.

Mais, rassurons-nous, le procès ne s'engagera pas.

Dès le début de l'audience, M^{re} Labori, avocat de M. Joseph Reinach, se lèvera pour demander à la Cour d'assises de surseoir au jugement de l'affaire Henry jusqu'à après la solution du procès Dreyfus.

On invoquera, comme on l'a fait par retarder le procès Piquart, la connexité, l'indivisibilité, la nécessité de connaître à fond l'enquête de la Cour de cassation, et d'en dégager les révélations qui peuvent se trouver dans les témoignages sur le rôle du lieutenant-colonel Henry.

Si ces conclusions sont accueillies, et en bonne justice elles devraient l'être, le procès se trouvera tout naturellement suspendu.

Si elles sont repoussées, M^{re} Labori se pourvoira aussitôt contre l'arrêt de rejet, et ce pourvoi est suspensif.

C'est kif-kif, comme dirait notre ami Sarcey.

En tout cas, si la Cour passait outre, les prévenus en seraient quittes pour faire défaut. La loi de 1881, sur la presse, offre des ressources infinies.

Donc, réjouissez-vous, chroniqueurs judiciaires, et vous, quatre cents témoins, restez tranquillement les pieds sur vos chenets : c'est partie remise, et ce n'est pas le commerce qui s'en plaindra.

La Cour d'assises de l'Eure a condamné cette nuit à la peine de mort le facteur des postes Baillie qui assomma, à coups de barre de fer, dans la nuit du 19 au 20 octobre dernier, un vieux rentier, M. Plessis, et la veuve Vannier, sa servante, à Saint-Georges-de-Vieville, pour leur voler leurs économies.

C'est pour pouvoir se marier à une jeune fille du village et monter son ménage que le facteur, nouvellement arrivé à Saint-Georges, avait conçu l'idée du crime.

Il ne trouva chez ses victimes, toutes deux septuagénaires, qu'une pièce d'or de 40 francs et un dollar américain qu'il eut l'imprudence de vouloir « passer », et qui le fit découvrir.

A l'audience, Baillie, qui a avoué son double crime, a déclaré qu'il marcherait crânement à l'échafaud et que sa fiancée aurait sa dernière pensée.

Au moment du prononcé de la sentence, il a répondu qu'il avait bien mérité sa peine, et il s'est écrié : « Vive la Justice ! »

La veille, la même Cour d'assises de l'Eure avait acquitté M. Bonnet, cultivateur au Chambac, qui, ayant surpris son jeune domestique, Georges Amelet, en tête-à-tête avec sa femme, lui fracassa la jambe droite en lui tirant un coup de fusil à bout portant.

Le malheureux, qui avait quinze ans à peine, succomba peu après à une hémorragie.

Sur son lit de mort, le pauvre garçon jura à son père et à sa mère qu'il n'avait jamais eu de relations coupables avec sa patronne, bien qu'elle le poursuivait de ses assiduités.

Albert Bataille.

Chez les socialistes

Les gens qu'intéressent les questions électorales savent évidemment qu'il sera procédé, le 12 février, à la nomination d'un nouveau sénateur.

Celui-ci sera, personne ne l'ignore, élu par les conseillers de la Seine, appuyés de quelques députés. On nous demande comment on devient député sénatorial. Nous avons essayé de le savoir exactement à l'hôtel de Ville même. On nous a répondu en faisant les yeux blancs.

Dès qu'on met le pied sur le terrain électoral, on entre dans des mystères d'où nul explorateur n'est jamais revenu.

Quoi qu'il en soit, parmi les électeurs sénatoriaux — qu'ils le soient de droit ou par désignation — il y a des socialistes, et qui ne sont pas des socialistes.

Or, aucun des autres groupes, à part celui qui se compose exclusivement de commerçants, n'a encore éprouvé le besoin de se concerter... C'est peut-être la seule cause du succès constant des socialistes. Ceux-ci se rencontrent, ils délibèrent, ils s'entendent, ils agissent. Finalement ils triomphent.

Dans la réunion de lundi, provoquée par M. A. Lefèvre, conseiller municipal, plusieurs candidats socialistes étaient en présence. Dès le début de la séance, après des conversations préliminaires, M. Ranson s'est levé. On a discuté les chances des socialistes, puis la candidature de M. Longuet, ancien conseiller municipal, à laquelle la majorité s'est ralliée.

Quand les républicains de gouvernement ou les conservateurs tiendront semblable réunion, nous en annoncerons pareillement le résultat. Seulement, qu'ils se hâtent, ou ils arriveront lorsque, le siège étant fait, il n'y aura plus aucune mesure pratique à prendre.

MM. Bassinet, de Belle, le docteur Bourneville restent candidats.

Entre eux se présente M. Christophe, président fondateur de la Ligue syndicale du commerce français. Les délégués des associations commerciales de Saint-Denis, Levallois-Perret, Clichy, Asnières et Colombes ont approuvé son programme, dont voici les points principaux :

1^{re} Modifications à obtenir pour aboutir à la suppression de l'accaparement commercial et industriel.

2^{re} Suppression des économats de chemin de fer et des sociétés coopératives de consommation formées entre les citoyens salariés par l'Etat.

3^{re} Réglementation du fonctionnement des sociétés coopératives de consommation, et application à celles qui font commerce réel des charges fiscales qui pèsent sur tous les commerçants.

Le candidat développera ce programme dans la première réunion générale des délégués, qui aura lieu à la salle Saint-Jean.

Une scission assez importante vient de se produire dans le groupe socialiste, qui était le plus important des divers groupes du Conseil municipal.

Il comptait trente membres. Vingt-cinq d'entre eux avaient provoqué une réunion qui, commencée mardi à deux heures, ne s'est terminée qu'à six heures.

Quelques conseillers ont proposé la dissolution du groupe. Malgré de vives protestations, cette dissolution a été votée par 25 voix contre 5.

Immédiatement les membres de la majorité ont tenu une nouvelle réunion, où a été décidée la reconstitution du groupe socialiste qui ne compte désormais que 25 membres au lieu de 30.

Le nouveau groupe a procédé sur l'heure à la formation de son bureau. M. le docteur Navarre a été élu président, à l'unanimité. MM. Charles Vaudet et André Lefèvre ont été nommés secrétaires.

Les 5 membres qui n'appartiennent plus au groupe sont : MM. Grébaud, Breuille, Daniel, Fournet et Archain.

Le deuxième samedi de février, le nouveau groupe procédera à la nomination de deux sous-commissions, dont l'une sera chargée exclusivement de l'action purement politique, et l'autre, des questions municipales. Il se peut que, dès la première réunion, le nouveau groupe compte un membre de plus, car on nous cite un des cinq qui aurait manifesté, hier, le désir d'y rentrer.

Henri Hamois.

Informations

Banquet littéraire. — Hier a eu lieu le premier banquet mensuel de la *Vogue*, une revue qui réunit jadis les noms de Stéphane Mallarmé, Paul Verlaine, Jules Laforgue, etc., et que divers jeunes littérateurs ont reprise.

Toutes les chapelles des Lettres étaient représentées. Notons la présence de MM. Vaucaumont, directeur de la *Plume*; Robert de Fosse, Tristan Kingsor, Gustave Kahn et J. Joseph-Renaud, qui a prononcé un toast très applaudi.

Télégrammes et correspondances

Le Président de la République à Belfort

Belfort. — Le Conseil municipal de Belfort vient de décider d'envoyer une délégation à Paris pour inviter M. le Président de la République à venir à Belfort, lors du voyage qu'il fera à Dijon à l'occasion des fêtes qui doivent avoir lieu dans cette ville les 24 et 25 mai prochains.

Cherbourg. — On procède en ce moment dans notre arsenal, à la mise en place de l'établi du cuirassé d'escadre *Henri-IV*, actuellement en construction. Cette mise en place est un travail difficile. La pièce, en fonte, pèse 10,000 kilogrammes et nécessite des précautions sérieuses pour éviter tout accident. Les travaux pour la construction du *Henri-IV* sont poussés activement.

Un fort coup de vent du Nord-Est s'est abattu, cette nuit, sur notre littoral. La mer est démontée, au large. Les navires sur rade fatiguent énormément, malgré toutes ancrages mouillés. La circulation sur rade est interrompue.

Un dundee du port de Paimpol, venant d'Angleterre avec un chargement de charbon,

des mots jaillit de cette souffrance la révélation :

— Sais-tu ce que mon vieux cousin de Martinel m'a dit hier ?... Qu'il ne m'a jamais connue plus belle.

— Tu n'as pas changé ? Tu es ma Jeanne, la même, et je ne te veux pas autrement.

Jeanne, toute caressée par ces paroles, eut un joli élan de bonheur. Ses yeux dans les yeux de Pierre, elle lui donna la fête d'un babil passionné :

— Et toi, tu es doux et gentil... Laisse-moi regarder dans tes yeux. Je m'y vois toute petite... toute petite... Je ne m'y vois plus. Tiens, voilà pour eux...

Et, d'un long baiser, doucement, elle les récompensa d'être si pleins d'elle-même. Pierre eut le même désir :

— Moi aussi, je veux voir au fond de tes yeux.

Il lui prit la tête entre les mains, embrassa ses yeux. Puis, la regardant à nouveau, il dit cette parole, cruel désenchantement :

— Pourquoi ne te mets-tu pas un peu de poudre ?

Pierre la sentit pesante sur ses genoux. Sa pensée s'attrista. Deux secondes, ils restèrent sans parler. Puis, ouvrant les bras, Pierre eut un radissement de corps qui dénouait l'étreinte. D'un ton dégagé, il clôtura le tendre ronron :

— Les instants passent. Et tes adresses, tes sommations sans frais pour l'impératisme ?

— Oui, il faut que nous ayons l'air d'avoir travaillé un peu. C'est si amusant, tous les deux !

s'est échoué sur les roches du Bétou. Le renflouage, tenté par le *Marsouin*, n'a pas réussi, les remorques ayant cassé sous l'effort des vagues.

Vengeance de braconnier

RENNES. — Un assassinat attribué à une vengeance de braconnier a été commis hier soir à cinq heures et demi dans la commune de Chantepie, près Rennes, sur la personne de M. Briand, greffier à Rennes. Il revenait de la chasse, en voiture, avec un de ses amis, M. Poirier, quand un coup de fusil, tiré de derrière une haie, atteignit en pleine figure M. Briand qui conduisait lui-même.

Le malheureux s'affaissa raide mort, tandis que M. Poirier, blessé lui-même au menton, s'efforçait d'arrêter le cheval qui s'était emballé.

Le Parquet s'est transporté sur le lieu du crime.

La neige

CHALONS-SUR-MARNE. — La neige est tombée toute la nuit en abondance, à Chalons-sur-Marne et aux environs.

Une épaisse couche de neige couvre le sol de nos rues, ce matin.

Le temps reste neigeux.

PÉRIGUEUX. — La neige a fait aujourd'hui son apparition, pour la première fois de cet hiver. Elle tombait en flocons légers et n'a laissé que peu de traces sur le sol.

Le voyage de Rochefort en Algérie

ALGER. — L'*Express algérien* annonce qu'il a reçu de M. Rochefort la dépêche suivante :

Monte-Carlo, 25 janvier, 5 h. 25, s. J'ai promis à Max Régis d'être à Alger, j'y serai le 5 février. J'estime trop les Algériens et leur vaillant défenseur, mon ami Max, pour manquer de parole.

Duel

CONSTANTINE. — A la suite d'une polémique de presse, un duel à l'épée a eu lieu entre MM. Rejou, publiciste, conseiller général, et Lévy, avocat.

A la première reprise, M. Lévy a été touché à la clavicule, et, à la sixième reprise, à l'avant-bras droit.

Arrivée de M. Doumer à Saigon

SAIGON. — M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine, est arrivé à Saigon avec les généraux Borgnis-Desbordes, Delamare, et le contre-amiral Courrière.

A l'escalade de Singapour, M. Doumer a été salué et reçu par les autorités anglaises.

Argus.

Théâtre Antoine : L'Avenir, comédie en trois actes, de M. G. Ancey. — *Son Petit Cœur*, pièce en un acte, en vers, de M. Marsolleau. — *Le gendarme est sans pitié*, comédie en un acte, de MM. G. Courteline et Norès.

Le spectacle donné par le théâtre Antoine est fort intéressant et à lui quelque regret que l'heure avancée à laquelle il finit ne me permette pas d'en parler aussi longuement que le demanderait, pour être étudiées, les tendances de la pièce de M. Ancey. En voici l'argument, qui est fort simple. Mme Fontet et sa fille Jeanne se trouvent dans une situation très gênée, voisine de la misère. Or, parmi les amis du père de Jeanne, qui est mort, se trouve un vieux monsieur, fort riche et très valetudinaire, M. Masson. Mme Fontet lui expose la situation. Jeanne est aimée d'un honnête garçon, employé dans un ministère, Etienne. Si M. Masson voulait, en souvenir de son ami, faire l'avance d'une petite dot, qu'on lui rendrait plus tard, Jeanne pourrait se marier. Mais le vieux monsieur, égoïste et quelque peu libertin, refuse de prêter la dot et offre d'épouser la fille. Il aura, en elle, une garde-malade et, entre deux accès de goutte, une belle fille. Mme Fontet, aiguillonnée par la misère, presse Jeanne d'accepter ce répugnant marché. Etienne, de nature vaine, quoique aimant Jeanne, se résigne et prêche la résignation. Lui, Mme Fontet, Jeanne elle-même, complètent sur l'avenir. Le médecin a déclaré que Masson n'en avait pas pour plus de cinq ou six ans, et pour la moitié peut-être en se mariant : Jeanne devient donc sa femme. Il y a un dicton qui assure qu'une mauvaise nuit est bientôt passée. Tous ces gens ont l'air d'y penser et la vieillesse s'accomplit, au nom des espérances d'avenir. Le premier acte fait songer aux *Corboreux*, avec ceci en plus que l'idée de la mort, escomptée, en augmente la tristesse.

Le second acte nous montre le ménage de Jeanne. Le tableau est d'une facture admirable. M. Ancey a fait de son malade, terrible en son égoïsme et en ses excès, une magistrale caricature. La pauvre Jeanne, esclave de son mari malade et redoutant encore plus ses tendresses que ses bourrades, gagne bien l'argent qu'elle espère avoir après lui. Sa seule consolation serait de voir Etienne qu'elle aime toujours. Mais Masson, jaloux, ne permet à celui-ci que de rares

visites. Etienne, d'ailleurs, qui attend depuis cinq ans, perd patience.

Il aime toujours Jeanne, aussi ; mais sa position exige qu'il se marie. On lui offre un bon parti, puis on l'appelle ainsi un parti riche. Il veut rompre avec Jeanne. Mais celle-ci le retient par ses larmes, et aussi en promettant d'aller le voir chez lui, ce qu'elle a refusé jusqu'ici. Mais, pour conquérir l'heure de liberté nécessaire, elle cède, malgré sa répugnance, aux velléités galantes de son mari.

Enfin, celui-ci meurt. Nous le voyons dès le lever du rideau du troisième acte. Comme dans *la Veuve*, le décor égayé nous apprend qu'il y a eu un mort dans la maison et qu'il est oublié. Mais cinq ans se sont encore passés. Jeanne a trente-cinq ans, qu'elle n'a pas, d'ailleurs, prise, d'une quoterie de mauvais augure. Ce ne sont que toilettes, discussions avec la tailleur, des déchainés de frivolités, après dix ans de contrainte. Ceci est-il pour Etienne ? Eh ! que non... Etienne a vieilli aussi. Il est devenu sous-chef. Le bureau, qui lui faisait horreur, d'où il s'échappait en rêves de voyages, d'exploration, de poésie, où il associait Jeanne, est devenu pour lui une habitude, une nécessité, un charme. Il s'est enlaidi. De plus, il a, lui aussi, la goutte ! Et voilà Jeanne, affolée d'amour comme il arrive à l'heure de la « crise », qui s'prend d'un garçon de vingt-cinq ans, Martinot, neveu de son mari. Ce Martinot, mauvais sujet, mais « rouillard » et calculateur dans ses vices, a pensé qu'épouser sa tante était le moyen de rentrer dans la fortune dont son

land de Lassus, de Guillaume Costeley et de Clément Jannequin, dont une très célèbre et très particulièrement bouffonne: *Le Chant des Oiseaux*. Dans leur répertoire moderne, ils ont choisi l'*Ave Verum* de M. Guy Ropartz et le *Benedictus* de M. de La Tombelle, deux motifs de style sévère, de ferme écriture, volontairement paillardins, résolument impertinents.

La partie instrumentale du concert se composait de la tragique ouverture d'*Iphigénie en Aulide*, noblement interprétée par l'orchestre; de la Sonate pour piano et violoncelle, de Boellmann; d'ingénieuses variations, de Rust; de la Polonaise en mi bémol, de Chopin, qui ont valu des applaudissements à Mme Roger-Miclos et à M. Carcanade, et de l'entracte de la *Colombe*, de Gounod. Les auditeurs ont paru enchantés de cette promenade à travers trois siècles de musique.

Alfred Bruneau.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :
Au théâtre de la République, à 8 h. 1/2, la *Fille aux écus*, pièce en 5 actes, de M. Louis Péricard.

Distribution :
François Bénard MM. Wagmann
Humelin père Villa
Franz de Montferrier Garat
Le docteur Morel Bagnat
Xavier de Saint-Pérol H. Logrand
Jean Humelin Guiraud
Madeleine Mmes R. Lecomte
Marie Bénard Lévi-Valiers
La comtesse de Montferrier Emma Villars
Jacques Le petit Fabien
Jeanne La petite Charlotte
Les autres rôles par MM. Dubaud, Victor, etc.

— Au théâtre du Vaudeville, sixième spectacle d'abonnement, 1^{re} série des vendredis (cartes orange), *Georgette Lemoine*.

Aujourd'hui, à 3 heures, au Nouveau-Théâtre, la *Passion*, drame sacré, paroles et musique de M. Giletti.

A l'Opéra :
La semaine prochaine aura lieu le premier début de M. Demaury, le jeune ténor lauréat des derniers concours du Conservatoire, qui chantera le rôle de Siegmund dans la *Valkyrie*.

Mlle Jeanne Leclerc, la charmante transfuge de l'Opéra-Comique, est de retour du Portugal où elle a chanté, à Oporto, *Mignon* et *Manon* avec un très joli succès.

Mlle Leclerc va partir pour Monte-Carlo où elle doit créer un rôle important dans la *Messaline* de M. Isidor de Lara.

Au théâtre du Gymnase, M. Porel a présenté hier au Conseil d'administration M. Chautard, qui, à partir du 1^{er} février, va partager avec lui les travaux du théâtre.

M. Chautard est un des artistes les plus appréciés du Gymnase et sa nomination sera on ne peut mieux accueillie.

Plus que *Reine*, le drame à grand spectacle de M. Emile Bergerat, que la Porte Saint-Martin répète activement en ce moment, vient d'être acquis par miss Elisabeth Marbury, à des conditions tout à fait exceptionnelles, pour l'Amérique et le Canada.

On ne sait pas encore quel est l'artiste de New-York qui sera chargé du rôle de Napoléon que créera Corneille à Paris, et peut-être sera-ce M. Mansfield, le plus célèbre comédien du Nouveau Monde; mais il est déjà certain que le rôle de Josephine sera interprété par miss Julia Arthur, qui est la Sarah Bernhardt des États-Unis.

L'ouvrage doit être monté à grand frais et l'auteur ira lui-même à New-York diriger ses répétitions.

Les obsèques de M. d'Ennery auront lieu après-demain dimanche, à dix heures du matin, au Bois-de-Boulogne. Inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

On se réunira à la maison mortuaire, avenue du Bois-de-Boulogne. Inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Aux ouvrages d'Adolphe d'Ennery, que le *Figaro* a cités hier, il convient d'ajouter le *Talisman* qui était en collaboration avec Burali, dont Planchette fit la musique, et qui eut 130 représentations à la Gaîté; le *Trésor des Rois*, en collaboration avec Paul Ferrier, joué au Châtelet; enfin trois actes avec Boucheron et Messager, non encore joués.

A l'«Œuvre», de complications produites par la mise en scène de la première de *La Noblesse de la Terre*, de M. Maurice de Ramond. On a dû, en effet, faire venir du pays albigeois, où se passe la pièce, des instruments agricoles et des costumes pittoresques. Néanmoins, la première aura lieu irrévocablement, au Nouveau-Théâtre, le 11 février prochain.

Un peu de statistique. Voici l'état comparatif des recettes brutes réalisées par les théâtres, durant les années 1897 et 1898, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

	1897	1898	Différence
Opéra	3.211.521	2.927.722	-283.799
Opéra-Comique	2.134.922	1.992.079	-142.843
Opéra-Comique	1.461.550	1.223.543	-238.007
Odéon	699.555	618.679	-80.876
Renaissance	1.059.712	829.285	-230.427
Gymnase	837.521	748.919	-88.602
Vaudeville	1.191.830	1.322.999	+131.169
Variétés	1.020.259	1.161.555	+141.296
Palais-Royal	501.207	588.276	+87.069
Nouveautés	727.333	730.505	+2.172
Châtelet	1.053.822	644.008	-409.814
Gaité	435.386	454.156	+18.770
Parc-Saint-Martin	2.282.771	1.550.993	-731.778
Ambigu	730.187	623.731	-106.456
Bouffes-Parisiens	222.800	331.480	+108.680
Athénée-Comique	341.091	288.061	-53.030
Folies-Dramatiques	746.194	477.969	-268.225
Antoine	229.391	383.337	+153.946
République	358.533	279.833	-78.700
Cluny	358.533	282.822	-75.711
Déjazet	161.652	152.034	-9.618
Folies-Marijny	395.716	357.565	-38.151
Application	62.586	40.158	-22.428
Bouffes-du-Nord	147.822	168.005	+20.183
Folies-Bergère	1.332.369	1.188.729	-143.640
Olympia	706.427	729.776	+23.349
Casino de Paris	599.383	693.003	+93.620
Nouveau-Théâtre		52.904	

Manquant, à l'Opéra, les trois ou quatre représentations de la *Burgonde* qui ont eu lieu en décembre et dont le chiffre n'a pas été encore donné par la direction: environ 50.000 francs.

Au Châtelet 306.450 francs reviennent à la direction Flourey et 247.558 à la direction Rochard.

Ces singulières abstractions faites des sept derniers établissements, qui sont des spectacles «à côté», la moins-value offerte par certains théâtres s'élève à 2.377.240 francs, tandis que la plus-value des autres est de 2.160.634 francs. Ce qui prouve que la moyenne de dépense du plaisir au théâtre change peu, et que le succès des uns s'exerce presque toujours au détriment des autres.

De Barcelone :
«La *Valquiria* a été donnée hier soir au Liceo avec un prodigieux succès.

«Une artiste française, Mme Adiny, interprétait le rôle de Brünnhilde. Le public lui a fait une première ovation après le fameux *Hoheho!* le cri de la Walküre, qu'elle a lancé d'une voix puissante et claire. On l'a appelée plusieurs fois au balles du rideau.

«Le public de Barcelone a fait un magnifique accueil à cette première partie de la «Tétralogie», que MM. Wehls et Mertens ont montée d'ailleurs d'une façon absolument remarquable.

De Bucharest :
«Venant de Constantinople, la troupe française de comédie, à la tête de laquelle figure la toute charmante Mlle Roybet, a débuté ici dans *Zaza* avec un succès éclatant. Mlle Roybet a été couverte de fleurs et a eu des rappels répétés à chaque acte. Tous les critiques roumains sont pleins d'éloges pour cette interprétation tout à fait remarquable.»

Jules Huret.

PETITES NOUVELLES

Au Châtelet, où l'on répète en double la *Poudre de Perlinpinpin*, on demande de jeunes et jolies femmes pour des petits rôles qui restent à distribuer.

— S'adresser au théâtre tous les jours, de 1 h. 1/2 à 6 h. à M. Demaury, régisseur général.

— Paraît chez Ollendorf, un acte de M. René Blain des Cormiers, le *Cas de M. Benoit*, amusant tableau des galeités administratives, représenté dernièrement au théâtre des Andéons (Théâtre moudan).

— La Librairie théâtrale vient d'éditer 1807, la comédie de MM. Adolphe Aderer et Armand Ephraïm.

Ainsi que l'indique ce titre, qui sonne comme un clairon de bataille, l'action se passe en pleine époque impériale.

C'est un épisode d'amour, d'un intérêt émuant, en même temps qu'un joli tableau d'une époque brillamment reconstituée.

La pièce, qui fait en ce moment son tour d'Europe, retrouvera dans le livre le succès éclatant qu'elle a obtenu au Gymnase.

SPECTACLES & CONCERTS

Salon du Figaro.
Aujourd'hui, à cinq heures précises, 38^e concert Enoch, avec les concours de Mlle Sirhain, de l'Opéra-Comique, de MM. Louis Dreyer, Paul Pequeury, Jules Bouchier, et des chœurs de l'Institut Masset, sous la direction de M. Verneille.

Au piano d'accompagnement, Mlle Savoye et M. Charles Levadé.

Aujourd'hui.
A la Bodinière, à 3 heures : *Les Mystères de la chimie*, démonstrations scientifiques par Mme Genia Lioubou, sur les lignes de la main de Mmes Magdeleine de R. Lily Meyer, Gyp; MM. Clovis Hugues, Hector France, J. Claretie et Trouillebert. Causerie par M. Jean-Bernard, projections de la maison Molteni.

A 4 h. 1/2 : 8^e représentation de *Paris-Smart*, d'Eugène Frey, poème de R. Dalbot, musique d'Alfred Bruneau, dont Mlle Pacary a chaleureusement dit la partie de chant, et le *Chasseur maudit*, de César Franck. Le jeune violoniste Thibaud a triomphé aussi dans le Concerto de Max Bruch et le prélude du *Debut*.

De Dresse :
«Mme Paulette Darty, la divette de la Scala de Paris, donne en ce moment au Central-Théâtre une série de représentations des plus brillantes. Sa jolie voix, la pureté de son style, de sa diction, enchantent nos dilettantes qui, par acclamations, lui font bisser ces jolies valse viennoises qu'elle détaille avec tant de charme.»

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

Aujourd'hui (8 h. 1/2), salle Mustel, première représentation de *Paris-Smart*, d'Eugène Frey, poème de R. Dalbot, musique d'Alfred Bruneau, dont Mlle Pacary a chaleureusement dit la partie de chant, et le *Chasseur maudit*, de César Franck. Le jeune violoniste Thibaud a triomphé aussi dans le Concerto de Max Bruch et le prélude du *Debut*.

De Dresse :
«Mme Paulette Darty, la divette de la Scala de Paris, donne en ce moment au Central-Théâtre une série de représentations des plus brillantes. Sa jolie voix, la pureté de son style, de sa diction, enchantent nos dilettantes qui, par acclamations, lui font bisser ces jolies valse viennoises qu'elle détaille avec tant de charme.»

A. Mercklein.

Figaro à la Bourse

Jeudi 26 janvier.

Le début a été assez bon. Puis, on a un peu fléchi. Il n'y a pas d'autre raison sérieuse à ce tassement que celle-ci : on ne peut pas toujours monter, et quand on a été très actif et très chaud pendant quelque temps, on éprouve le besoin de souffler et de se rafraîchir un peu. Et pour que s'arrête un mouvement par lequel on a obtenu de bons résultats, le moindre incident suffit. Le prétexte dont on s'est servi aujourd'hui pour se livrer à des réalisations, — d'ailleurs sans grande influence sur les cours, comme on le verra tout à l'heure — est le recul de la *De Beers* occasionnée, dit-on, par le retard apporté à la conclusion des destinées financières de la compagnie et le syndicat des diamants au sujet de la vente des diamants. L'action reste à 724, soit en moins-value de 14 francs sur hier. En somme, cela n'est pas pour troubler énormément les porteurs qui, à la liquidation dernière, voyaient établir à 680 francs le cours de compensation.

La Banque de Belgique a abaissé de 1/2 0/0 le taux de son escompte. Je cite le fait simplement pour mémoire, car il n'a eu aucune influence sur les tendances générales, qui, toutes complètes, restent bonnes. Elles ont même paru s'améliorer en clôture.

Le 3 0/0 perd 12 centimes à 102 1/2 après 102 1/2 et 102 3/4. Le 4 1/2 0/0 7 centimes à 104 1/2 après 104 1/2. On comptait, il n'y a de mouvement que sur le 3 0/0, qui fléchit de 10 centimes. Cela n'a aucune espèce d'importance; et du reste, le comptant est encore en légère avance sur le terme. Il est d'ailleurs très satisfaisant, ce comptant, et continue à gagner sur les valeurs étrangères. Le placement. Nous avons déjà noté le mouvement d'affaires auquel donnent lieu les obligations de la Ville de Paris. Celle-ci, on le sait, met en vente le solde des obligations 1894-96, qui ne devait être offert au public que par fractions successives — jusqu'en 1904. Actuellement, les bons de la Ville n'est pas une mauvaise opération, car tous les emprunts de la Ville — cela est de notoriété publique — s'élèvent rapidement au-dessus de leur prix d'émission. Comme je l'ai déjà dit, la Ville délivre directement ces titres à ses souscripteurs.

L'étranger est à 51 65, un peu plus haut qu'hier, après 52; et la parité, très vaguement, d'un emprunt de 80/0 à 55 francs. Le 6 0/0 cubain gagne 3 fr. à 206. Le 5 0/0 est plus faible à 178. L'Italien reste immobile à 98 90, après 94 10. Immobilité absolue des 3 0/0 russes, le 1891 à 95 55, le 1896 à 95 65. Les valeurs étrangères sont en hausse. Les obligations de la Ville de Paris sont en hausse. Les obligations de la Ville de Paris sont en hausse.

Le succès d'*En avant! smart!* la fantaisie de MM. Oudot et de Gorse, au Théâtre de Tabarin, s'augmente du succès personnel de l'excellent Lello Gallo, de la caïssieuse Dièterle et de l'amusante Rachel Launay. Et chaque soir on fait de véritables ovations à ces verveux artistes.

Le succès d'*En avant! smart!* la fantaisie de MM. Oudot et de Gorse, au Théâtre de Tabarin, s'augmente du succès personnel de l'excellent Lello Gallo, de la caïssieuse Dièterle et de l'amusante Rachel Launay. Et chaque soir on fait de véritables ovations à ces verveux artistes.

Le succès d'*En avant! smart!* la fantaisie de MM. Oudot et de Gorse, au Théâtre de Tabarin, s'augmente du succès personnel de l'excellent Lello Gallo, de la caïssieuse Dièterle et de l'amusante Rachel Launay. Et chaque soir on fait de véritables ovations à ces verveux artistes.

FIGARO AU TRANSVAAL

La war-tax et les actionnaires français. — Les égoûts de Johannesburg. — M. Krüger est-il un menteur ?

Johannesburg, le 28 décembre 1898.

Dans ma dernière lettre, je vous ai parlé de l'impôt sur les bénéfices des exploitations aurifères, et de l'effet que cette mesure avait produite ici. Cette taxe nouvelle n'a pas suffi; le gouvernement a aussi imaginé une nouvelle: la taxe de guerre. Profitant de l'occasion que lui offrirait cette misérable petite guerre avec un roitelet du Zoutpansberg que je vous ai conté, il a décidé de prélever un droit sur toutes les propriétés possédées par des compagnies ou des particuliers étrangers. N'oubliez pas que c'est toujours ici l'étranger qui paie les sottises de nos gouvernants. La loi en question frappe d'un impôt de 25 francs par cent morgens les fermes ou fractions de fermes appartenant aux compagnies dont les actionnaires sont étrangers, ou dont les propriétaires résident hors du pays. L'impôt arrive à un total de plus de 10 millions de francs, et il peut être réclamé toutes les fois que M. Krüger le désire, et même plusieurs fois par an. Il suffit qu'une difficulté surgisse avec un petit chef indigène pour que la loi soit appliquée. Si, comme dans le cas récent de la guerre avec Mafelo, la campagne coûte à l'Etat un million de francs, le bénéfice peut être de 9 millions. L'opération est tout belle pour qu'un gouvernement toujours court, prodigue et sans scrupules, hésite à la recommander le plus souvent possible.

J'ai appris que les compagnies sujettes à cet impôt ont résolu de faire connaître à leurs actionnaires la situation nouvelle qui leur est faite. Ainsi, les actionnaires de la Transvaal Consolidated, qui sont presque tous Français, apprendront que leur part de taxe s'élève à près de 400.000 francs, représentant 4 0/0 du capital. Cela ne les empêchera pas, d'ailleurs, de payer tous les impôts ordinaires antérieurs, et vous savez s'ils sont lourds, au Transvaal. On ne saurait trop les engager à protester contre un régime aussi injuste; ils peuvent le faire efficacement en s'appuyant sur les termes de la convention de Londres. La convention déclare que les étrangers ne seront pas astreints au service militaire, et en résulte qu'aucune taxe, destinée à remplacer ce qui est légalement établi. Il est donc permis, comme dans le cas de l'impôt sur les bénéfices des mines, lequel constitue une autre violation manifeste de la convention de Londres, de réclamer auprès de l'Angleterre pour qu'elle rappelle le gouvernement boer au respect de ses engagements. Je vous répète à ce propos ce que je disais dans ma dernière correspondance. Il peut convenir à M. Chamberlain de garder le silence pour laisser la corruption gagner peu à peu tout l'organisme boer; mais, comme cette œuvre de décomposition ne va pas sans porter une très grave atteinte à nos intérêts au Transvaal, les actionnaires français ont le droit et le devoir d'obliger par tous les moyens possibles le gouvernement anglais à remplir les obligations que lui crée l'acte diplomatique qui le lie et qui nous protège.

La ville de Johannesburg est supposée être administrée par un Conseil municipal qui n'a aucun pouvoir. Depuis longtemps, ce Conseil demandait au gouvernement de lui permettre d'étudier un système d'égouts, que la rapidité avec laquelle la ville a été construite et l'agglomération de la population rendent absolument nécessaire. Cette requête si naturelle, et qui exigeait une prompt réponse, vient enfin de recevoir sa solution; mais c'est la solution la plus imprévue, la plus bizarre, la plus fantaisique qu'on puisse imaginer. Sans consulter le Conseil, sans daigner se mettre d'accord avec lui, sans enquête préalable, M. Krüger vient d'accorder à une de ses créatures, le directeur propriétaire d'un journal officieux, la concession des égouts. Le concessionnaire aura le droit de les établir comme, quand et aux conditions qu'il voudra; il prélèvera sur les propriétaires d'immeubles les taxes qui lui paraîtront bonnes; il sera le maître de la ville, et aucun recours ne sera admis contre ses décisions.

Vous pensez bien que le Conseil municipal s'est courbé sur le conseil de ses avocats à la résolution de porter l'affaire devant les Tribunaux. C'est ici que la farce se complique. Le Conseil, dépourvu de toute personnalité civile, est représenté dans ses actes extérieurs par le bourgmestre. Or, ce dernier, nommé par le gouvernement, ne relevant que de lui, refuse absolument de marcher; il ne veut pas signer les documents nécessaires pour que l'action judiciaire puisse être intentée. Et le Conseil, avant de poursuivre la demande en annulation de la concession accordée, est d'abord obligé de demander aux Tribunaux de forcer la main au bourgmestre. Mais comme, d'autre part, il ne peut ester en justice, et le bourgmestre, et le concessionnaire, et le gouvernement se rient de ses efforts. Arriverait-il, cependant, à trouver l'expédient nécessaire pour comparaitre valablement devant la Cour, il n'en serait pas plus avancé. Depuis l'incident Kotze, l'indépendance de la magistrature n'existe plus au Transvaal, et en supposant même que les magistrats fussent assez consciencieux pour donner raison au Conseil municipal, il suffirait d'un *habeas corpus* de M. Krüger pour casser son arrêt, et imposer aux infortunés contribuables les volontés du concessionnaire. Qu'on fasse, au subordonné donc, avec ou sans égouts, les taxes que le protégé de M. Krüger va nous imposer; nous en avons vu, nous en verrons bien d'autres.

Il faut que je vous conte, avant de terminer, un incident assez amusant qui vient de se produire au Conseil exécutif. La construction de la ligne de chemin de fer qui doit desservir Rustenburg est décidée depuis quelque temps; il avait été résolu que le point où cette nouvelle ligne s'embrancherait serait Krügersdorp, et les Burghers consultés s'étaient prononcés en très grande majorité pour ce projet. Or, pour des raisons qu'on n'explique pas, mais qu'il est très facile de deviner, M. Krüger a changé brusquement d'avis, et désire — décrète serait plus exact — que Pretoria soit substituée, comme terminus, à Krügersdorp.

Interrogé, au Conseil exécutif, sur les motifs de sa détermination, il répond qu'elle tient à des considérations d'une importance exceptionnelle et qu'elle est

AFRIKANDER.

LA COUPE « DE PÉRIOD »

Il fallait un réel courage pour affronter la brise glacée qui soufflait hier matin et courir les routes à des allures d'express. On s'explique ainsi le nombre assez restreint des concurrents dans la course-challenge de Saint-Germain à Rouen et retour.

MM. Mors, Charon, Girardot et Lefebvre se sont en effet seuls présentés au départ, qui leur a été donné exactement à neuf heures et demie. Tandis qu'ils fuyaient vers Rouen, les chauffeurs et curieux qui étaient venus jusqu'à Saint-Germain s'empressaient de quitter le contrôle où le froid se faisait durement sentir.

Reconnu par les spectateurs, MM. Maurice Martin, Riguelle, Paul Puy, R. de Knyff, prince Orloff, Vinet, Menier, Breuil, Houby, Broc, Chéri, comte de Chasseloup-Laubat, de Pourtales, Balaceano, etc.

Un peu avant deux heures de l'après-midi, une vingtaine de personnes reviennent à la grille d'Hennessy et, à 4 h. 56, Girardot arrive premier ayant couvert les 114 kilomètres du parcours en 4 h. 28, ce qui donne à peu près 46 kilom. à l'heure comme moyenne.

Vingt minutes après c'est Charron qui fait son apparition; temps 4 h. 47.

Le troisième concurrent, M. Lefebvre, a abandonné un peu après le départ et M. Mors s'est arrêté en route à cause d'une nouvelle lésion d'un bras.

L'objet d'art resté donc jusqu'à nouvel ordre en possession de M. Girardot.

Un accident survenu à la voiture de M. Jenatton, mercredi, dans la descente de la côte de Picardie, n'a pas été assez sérieux pour l'empêcher de refaire aujourd'hui, à deux heures, au parc d'Achères, une nouvelle tentative pour s'approprier le record du kilomètre.

En même temps que lui, Osmond s'attaquera au même record pour motocycles, record détenu par Rigal depuis le 12 décembre dernier.

Paul Moyan.

PETITES NOUVELLES

Automobilisme. — Au cours de sa dernière séance, l'Automobile-Club bordelais, après avoir élu son bureau pour 1899, a décidé qu'un rallye-parc serait couru en avril. Il a été aussi décidé que la course annuelle de la Société aura lieu le 28 mai, sur la route idéale, la route des records, Bordeaux-Périgueux.

Il y a pas de mort-saison pour les chauffeurs, et c'est pour cela que le maître-garage de la Société commerciale d'automobiles (anciennement Club de France), en fin de saison, a vu venir à son bureau, en fin de saison, un grand nombre de ceux qui veulent acheter ou vendre une voiture neuve ou d'occasion.

Les voitures Mors ont obtenu des prix dans toutes les courses ou concours auxquels elles ont pris part; la régularité de leur marche et la facilité de leur conduite en font les véhicules préférés des chauffeurs.

Vélocipédie. — L'Assemblée générale annuelle de l'Union vélocipédique vient d'avoir lieu. Après un discours acclamé, dans lequel M. Philippe de Rouvre, président, a rappelé les services rendus par la Société, dans le cours de l'année, et a fait connaître les décisions prises dans l'abaissement de la taxe vélocipédique, ses démarches pour faire décréter la croix de la Légion d'honneur à M. Abel Ballif, président du Touring-Club de France, enfin celles qui ont pour but d'obtenir l'achèvement de la piste cyclable de l'avenue de Montsouris, si désirable pour tous les cyclistes, le bureau provisoire, présidé par M. de Rouvre, a fait connaître les élections du Comité pour 1899. Ont été élus :

MM. Philippe de Rouvre, président; Arnould et A. de Montégut, vice-présidents; Gausson, secrétaire général; Aubry, Marie Sermet, Maza, Léon Bouët, Antonio Cortet, Pierre Robbe et Lucien Vignier-Meurier, membres.

Le temps n'est plus où la France prenait modèle de l'autre côté du détroit; grâce à la Métropole, ce sont maintenant les industriels étrangers qui prennent le ton en France. Ils ont tous été obligés de copier les gros tubes innovés par la Métropole, et maintenant ils arrivent tous avec une machine sans chaîne, après avoir tant décrié l'Acétène.

M. le docteur O'Folowell, président de la Commission médicale de l'U. V. F., reprendra cette année la suite des conférences médicales qu'il avait si brillamment commencées l'année dernière, en vue de former des ambulanciers cyclistes.

Tout en continuant à s'occuper des premiers soins à donner aux blessés en cas d'accidents, et sans négliger les pratiques ambulancières, il étendra les matières à traiter en débutant par l'étude des aliments d'épargne: thé, café, maté, kola, etc. Dans les prochaines conférences, il s'occupera du massage, qui joue un si grand rôle aujourd'hui dans le sport.

C'est dire que les sujets variés qui seront traités dans ces cours intéressent tout le monde, cyclistes, ambulanciers ou non, en un mot, tous les gens de sport, quels qu'ils soient.

La première conférence sera faite le mardi 31 janvier, à neuf heures du soir, à l'école communale des garçons, 11, rue d'Argenteuil.

P. M.

EAU D'HOUBIGANT

Rhum S'James

SAVON FOUGERE ROYALE. HOUBIGANT.

WYNAND FOCKINK

AMSTERDAM (N° Fondé en 1878).

CURACAO, ANISSET, CHERRY BRANDY.

Dépôt unique, 2, Rue Auber, Paris.

EXPEDITIONS EN PROVINCE.

Les GRANDS MAGASINS du Printemps

ont l'honneur de donner avis que la Grande Mise en Vente annuelle de Blanc, Toiles, Linge confectionné, Mouchoirs, Rideaux, Trousseaux, Layettes, Chaises pour Hommes et Garçonnettes, Bonneterie, etc., commencera

Lundi 30 Janvier

Le PARFUM IDEAL HOUBIGANT

Petites Annonces

La Ligne... 6 francs.

Par Dix insertions ou Cinquante lignes dans le délai d'un mois, la Ligne... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS

Programme des Théâtres

OPERA. — 8 h. — Le Prophète.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0. — Manon.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 1/4. — La Fille du Tambour Major.

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2. — Georgette Lemoine.

RENAISSANCE. — 8 h. 0/0. — Relache.

